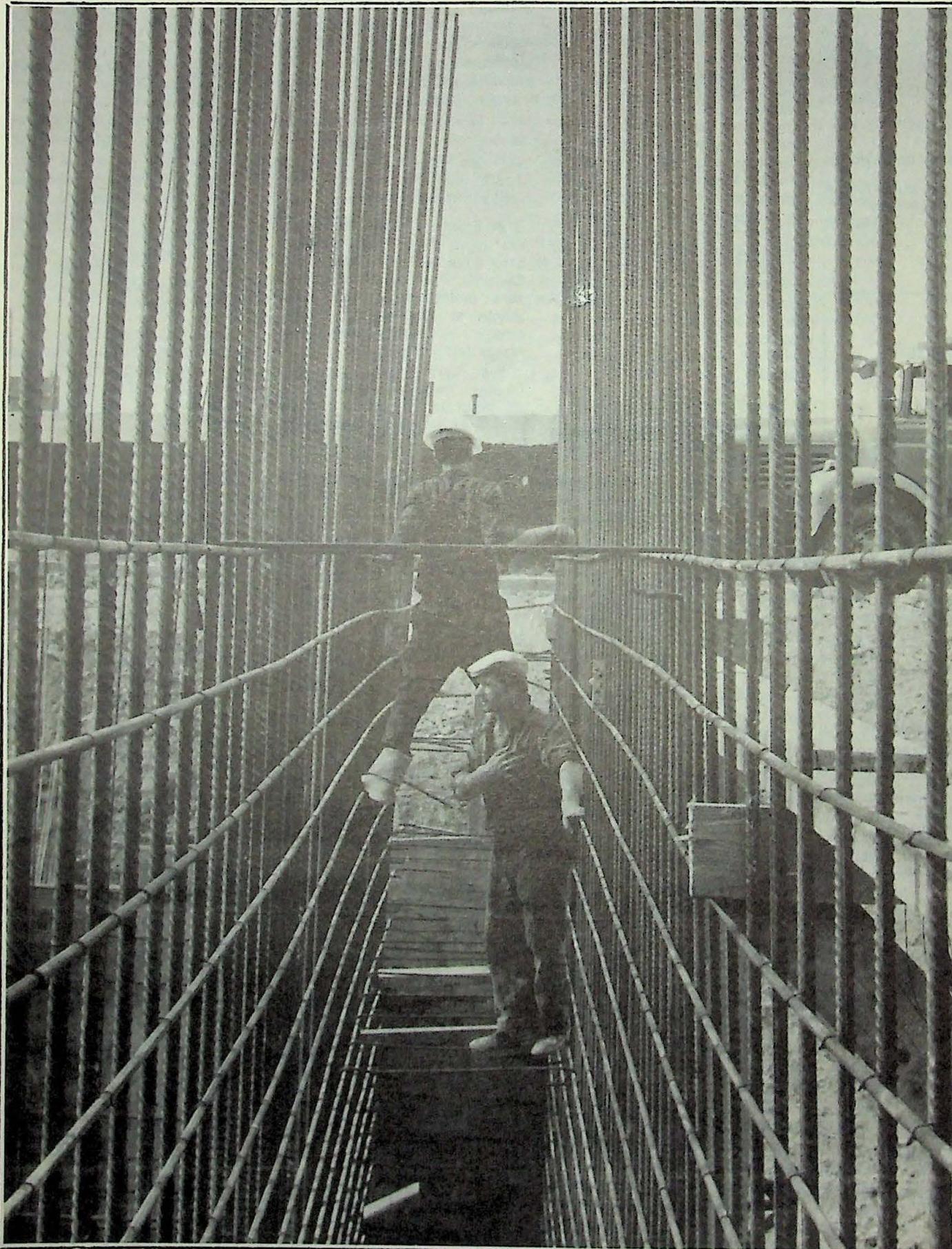


tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
JEUDI 26 JUIL 1969
N° 417. 1,50 F



**SUR
le
front
du
travail**

Sommaire

Politique intérieure

- 4. En toute fraternité socialiste
Gilbert Hercet
- 4. Débats organisés par la
14^e section de Paris
- 7. Une politique économique
de classe
Michel Breton
- 8. Elections à Nancy
Jacqueline Giraud
- 5. Point de vue : Nos res-
ponsabilités nouvelles
Yvan Craipeau
- 6. Dialogue T.S.-Lutte ouvrière : La place du travail syn-
dical dans les entreprises...
François Duburg

Luttes ouvrières

- 9. La crise dans le bassin
houillier lorrain
Rémy Grillault
- 11. Richard - Continental : La
parole aux travailleurs.

13. Dunkerque : Avec les ou-
vriers de la Navale A.C.D.B.
Correspondant

20. Les travailleurs alsaciens
en lutte
Philippe Nazaire

Luttes internationales

- 14. Après la Conférence de
Moscou
Victor Fay
- 15. A qui appartient l'Irlande
Gilbert Chantaire

Vie culturelle

- 17. Cinéma : L'heure des bra-
siers
J.-P. Fargier
- 18. Théâtre : Avignon 68, Avi-
gnon 69
Dominique Norès
- 19. Revue : Le rôle culturel des
comités d'entreprises
G. Hercet

Vie militante

Stage de formation étudiants-lycéens

Il y a déjà un an, la première expérience d'un stage national étudiant était tenté à Grenoble. Ce stage directement issu de mai-juin avait connu un grand succès de masse, un grand enthousiasme militant dû à la richesse et à la proximité des expériences vécues par tous nos camarades.

L'impact et l'héritage du stage de Grenoble ont profondément marqué, par la suite, les militants étudiants du P.S.U. qui avaient pu se livrer pour la première fois, ensemble, à une confrontation de leurs pratiques et à une profonde clarification idéologique.

Cette expérience méritait d'être renouvelée à la lumière de ce qui avait fait le succès de Grenoble, comme de ce qui en avait marqué les limites (désordre organisationnel, activisme verbal, etc.). Néanmoins il nous a semblé relativement artificiel de se limiter à un grand stage de vacances, ce qui tendrait à faire de la formation une activité épisodique, sans lien réel avec la pratique militante. La dernière conférence nationale étudiante avait d'ailleurs donné au S.N.E. un mandat très ambitieux sur les problèmes de formation, insistant notamment sur une certaine permanence et surtout sur une décentralisation des stages. C'est pour répondre à ces divers objectifs qu'un programme très complet a été mis sur pied par le secrétariat national étudiant.

● Des stages locaux à travers la France

A l'initiative des différentes sections étudiantes, un grand nombre de stages régionaux ont été décidés et coordonnés par le secrétariat national étudiant, tant sur les problèmes spécifiquement étudiants (le mouvement de masse, les étudiants et le parti, la nature de classe de l'étudiant, etc.), que sur l'analyse et les discussions des thèses de Dijon.

● Un stage des responsables nationaux et provinciaux

Il aura lieu en juillet à Antony et sera consacré aux principaux problèmes du mouvement :

— mai, stratégie de prise de pouvoir dans une société économiquement avancée ;

— le P.C.F. : stalinisme et révisionnisme ;

— le mouvement révolutionnaire ;

— les luttes ouvrières : syndicats, contrôle ouvrier, nouvelles formes de lutte.

● Enfin un stage de masse est prévu du 5 au 15 septembre, dans le centre de l'Uni-Club de Prunète, en Corse. Il sera ouvert à tous les étudiants et lycéens du P.S.U., ainsi qu'aux sympathisants proposés par les sections.

Bien qu'il nous soit pour l'instant impossible de fournir un programme détaillé des activités de ce stage, il nous pa-

rait qu'il a essentiellement pour but de permettre un sérieux travail d'approfondissement théorique (avec la collaboration d'un certain nombre de camarades de la D.P.N. et du B.N.), en même temps qu'une confrontation et une homogénéisation de nos pratiques, de façon à mieux préparer la prochaine rentrée.

Ce stage a été prévu d'une durée relativement longue pour laisser place à la détente et aux loisirs (pour lesquels le centre est équipé), afin d'éviter le surmenage qui avait marqué le stage de Grenoble.

De plus, nous avons décidé, avec le collectif national lycéen, de faire participer à ce stage un certain nombre de militants lycéens du parti. Une partie du stage sera consacrée à leurs problèmes, qui sont bien souvent proches des nôtres (rentrée scolaire, ligne de masse, mots d'ordre, stratégie...).

C'est en s'inscrivant à ces stages que les étudiants peuvent participer activement au programme de formation du parti et acquérir les armes, théoriques et pratiques, qui leur permettront d'affronter la prochaine rentrée.

Pour les inscriptions, écrire au Secrétariat National Etudiant, 81, rue Mademoiselle, Paris-15^e (sans oublier d'indiquer adresse et date de vacances, pour la réponse). □

tribune

socialiste

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Comité de Direction
Jacqueline Giraud, Christian
Guerche, Gilbert Hercet,
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot.

Comité de Rédaction
Henry Beley, André Bielany,
Jacques Buthiers, Gilbert
Chantaire, Michèle Descolon-
ges, Jacques Ferlus, Michel
Johan, Lucien Saintonge, Ber-
nard Sizaire, Dominique Yvoire.

Maquette
Claude Picart

Publicité
Jean-Claude Gillet

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Hebdomadaire
du P.S.U.

Rédaction - Administration
et Publicité :
54, Bd Garibaldi
Paris (15^e)
Téléphone :
Administration : 783.19-20
Rédaction : 566.45-64

Le présent numéro est tiré
à 22 000 exemplaires

Abonnements

6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

Publicité générale
au Siège
de l'Administration
S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
81, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e.

Calendrier des stages de formation

ouverts aux camarades socialistes engagés sur les différents fronts de lutte

● 11 au 14 juillet : « Action dans les entreprises » avec la participation de Michel Rocard, animé par Abraham Béhar.

A Nogent-sur-Marne (début de stage le 11 au soir). Ouvert aux militants responsables des sections et groupes d'entreprise.

Au programme :

— rapport parti-syndicats,
— contrôle et pouvoir ouvriers,
— qu'est-ce que « l'hégémonie » ou la « dictature » du prolétariat ?
— la crise du capitalisme.

● 19 au 21 juillet : « Culture et enseignement », animé par Robert Chapuis et Bernard Ravenel.

A Nogent-sur-Marne. Ouvert aux

militants qui mènent une action culturelle et à ceux qui sont concernés par les problèmes d'enseignement.

Au programme :

— Les éléments de base d'une culture socialiste ;

— Le contenu idéologique de la culture diffusée actuellement à travers les moyens de masse (radio, télévision, etc.) ou les institutions culturelles, liées ou non au ministère de la Culture.

— La fonction actuelle de l'enseignement dans le système capitaliste ;

— Les conditions de l'action des militants.

Dates et programmes seront pré-

cisées ultérieurement pour les stages suivants :

Septembre : « Urbanisme et Vie locale », avec la participation de Michel Rocard, animé par des responsables d'associations locales, probablement à Sarcelles.

Fin novembre : « Agriculture » animée par les principaux responsables de ce secteur.

Noter également :
Stages jeunes travailleurs et lycéens, du 23 au 31 août probablement en Aquitaine.

Stages étudiants-lycéens du 5 au 15 septembre en Corse (cf. article ci-dessus).

Pour toutes inscriptions, écrire au Service de Formation, 81, rue Mademoiselle, Paris (15). □

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom

Prénom

Adresse

.....

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e

T.S. Vacances

Comme chaque année, « Tribune » s'interrompt pendant un mois et demi. Le dernier numéro avant les vacances sera le n° 419 daté du 10 juillet. Le n° 420 paraîtra dans la première semaine de septembre.

Les adhérents doivent penser à faire suivre leur courrier, plutôt que de faire changer les bandes-adresses à l'Administration de « Tribune ». De plus, les sections de vente doivent s'organiser pour la vente du mois de juillet et la reprise de septembre. □

Courrier des entreprises

Le numéro de mai 1969 du Courrier des entreprises est paru.

Il reste un certain nombre de numéros qui pourront être expédiés aux camarades qui en feront la demande à la Commission nationale entreprise, 81, rue Mademoiselle, Paris-15^e.

Le prochain numéro (juillet) ne sera expédié qu'aux abonnés... Si vous désirez le recevoir régulièrement, ABONNEZ-VOUS.

6 F les six numéros.

Nom :

Prénom :

Adresse :

C.C.P. 58-26-65 Paris Tribune Socialiste. Notez au verso du chèque ou mandat « Courrier des entreprises ».

Ouverture en circuit fermé

Manuel Bridier

Journalistes et diplomates se penchent à qui mieux mieux sur la composition du gouvernement, sur le poids des nouveaux venus, celui des départs, celui des absents. Ils évaluent les tendances, mesurent les rapports de forces, imaginent les conflits futurs à l'intérieur du gouvernement, supputent les orientations politiques, économiques, internationales.

Nous avons dit, quant à nous, ce que nous en pensions. Nous avons rappelé cette vérité fondamentale du marxisme : les réalités politiques ne dépendent pas des intentions des hommes, de leurs « idées », mais des conditions économiques et sociales objectives, liées au développement des forces de production et indépendantes des idées. Si nous avons affirmé que Pompidou ferait la politique de Poher et réciproquement, ce n'est pas parce que les deux hommes se ressemblaient ou parce qu'ils « pensaient » la même chose, mais parce que le capitalisme français, prisonnier de son équipement insuffisant pour une concurrence internationale accrue, ne peut en pratiquer aucune autre.

Il y aurait quelque contradiction, après avoir ainsi mis dans le même sac les deux candidats, à donner soudain une importance capitale au choix des ministres, à croire que la situation internationale est changée par le départ de Debré, la crise universitaire par celui d'Edgar Faure ou que l'avenir de la monnaie se joue sur l'acceptation ou le refus de M. le Maire de Saint-Chamond.

Cela ne veut pas dire, bien entendu, que la composition d'un gouvernement ou le choix d'un homme soient indifférents. Ils peuvent être révélateurs des contradictions présentes, accuser les faiblesses d'un régime et, par là même, éclairer la tactique — mais non la stratégie à long terme — du mouvement révolutionnaire. Sous cet angle limité, l'analyse du gouvernement Chaban-Delmas est intéressante.

La première constatation est évidemment que le style du gaullisme a changé. Avec ses 19 ministres et ses 19 secrétaires d'Etat, ce cabinet ressemble à ceux de la IV^e et de la III^e République, lorsqu'il fallait trouver un portefeuille pour les chefs de file des petits groupes et des petits clans, sous peine de perdre des voix, et par là la majorité. Le départ du général de Gaulle se traduit ainsi par un affaiblissement du pouvoir et du prestige personnel du président de la République, par un renforcement du pouvoir des groupes avec lesquels il faudra compter.

Mais nous laisserons à d'autres l'erreur de voir là un changement décisif. Comme le rappelait encore le dernier communiqué du Bureau National, nous n'avons jamais, quant à nous, considéré que le « pouvoir personnel » était l'essentiel du gaullisme, mais bien le pouvoir technocratique du grand capital, de plus en plus concentré et intégré dans l'appareil de l'Etat. Le côté spectaculaire du gaullisme a facilité la mise en place d'un tel pouvoir, mais il n'était plus nécessaire, ni même utile, dès lors que les événements de mai et de novembre en trahissaient l'épuisement.

L'« ouverture » pratiquée par Pompidou débouche sur la consolidation des « acquis » du gaullisme pour le grand capitalisme français. Les aspects vieillots de la tradition gaullienne — goût de la grandeur, intransigeance nationale,

etc. — sont éliminés, mais le rassemblement de toutes les forces conservatrices, ou de la plupart d'entre elles, assure la continuité de la technocratie capitaliste. L'ouverture se limite aux membres de la famille ; il ne pouvait d'ailleurs en être autrement.

Malgré l'apparence, il ne s'agit donc pas d'un gouvernement de coalition du type de la IV^e République, mais d'une combinaison plus homogène, une sorte d'union nationale de la bourgeoisie pour affronter les crises économiques et sociales qu'elle sent venir, ce qui n'exclut pas des tiraillements et des conflits internes, d'autant plus vifs que le poids personnel du général de Gaulle ne freinera plus leur expression, si même il ne contribue pas à en aggraver quelques-uns.

Changement dans les hommes et dans les formes extérieures, continuité dans le fond parce que les réalités sont les mêmes : c'est évidemment dans le domaine économique et social que cela est le plus net. Le retour de Giscard d'Estaing rue de Rivoli ne tranche en rien sur son prédécesseur qui ne tranchait lui-même sur rien. Il s'agit de poursuivre la politique de dépeçage du secteur public, de soutien aux capitalistes, de priorité au profit et aux exportations, en un mot la politique dite libérale que le grand capital exige au nom du dynamisme et de l'efficacité. Le maintien de Chalandon à son poste en est l'illustration symbolique.

Les autorités françaises du XX^e siècle s'apprêtent à renouveler le scandale des chemins de fer au XIX^e. L'Etat paiera, mais les capitalistes s'approprient les bénéfices au prix d'une légère participation couverte elle-même en partie par les banques. L'usager paiera deux fois, comme contribuable et comme payeur de péage — ou même trois fois, dans la mesure où l'épargne des petits déposants sera mobilisée dans l'affaire.

Pour couvrir cette absence de nouveauté, Pompidou et Chaban-Delmas auraient voulu engager un homme ancien mais encore efficace : Antoine Pinay, qui est un peu, aux finances ce que Bourvil est au cinéma, dont l'habileté consiste à s'identifier aux réactions les plus moyennes de la plus moyenne des bourgeoisies. Mais la plupart des commentateurs attachent une importance exagérée au refus d'Antoine Pinay. Il n'y a pas de potion magique en matière de finances et ce n'est pas un miracle que Pompidou attendait du vieux druide de St-Chamond. Il voulait seulement sa caution de Français moyen prototype pour une politique au service du grand capital.

Que l'autre l'ait refusée ne veut pas dire que sa politique serait différente. Après bien des hésitations, il a pensé que l'affaire s'engageait mal. Il a préféré voir venir, attendre la crise et probablement la dévaluation où les mesures financières qui en tiendront lieu.

Poher, Pinay, mais aussi, bien sûr, Edgar Faure... la bourgeoisie n'aura que l'embarras du choix lorsqu'il faudra rechercher une solution de rechange — à l'intérieur du système — si Pompidou s'use trop vite.

Réputé jusqu'ici pour son art d'être ministre en se faufilant dans les combinaisons les plus diverses, Edgar Faure se paye sur le tard une virginité politique. Il joue la hauteur morale et la fidélité ce qui passe toujours assez bien

la rampe, même si c'est un rôle de composition.

Il est moins normal qu'il y soit aidé par une partie du corps enseignant et des gens qui se disent de gauche. Il en est d'Edgar Faure à l'Education nationale, comme de Pinay aux Finances : ces « personnalités » sont fabriqués par les événements et par une certaine publicité, leur principal mérite est de savoir identifier leur personne à quelques thèmes très simples.

On s'apercevra pourtant que le départ d'un ministre ne change rien à l'affaire. Le passé d'Olivier Guichard, son caractère à la fois technocrate et homme d'appareil ont l'air de symboliser deux grandes tendances : l'intégration accélérée de l'université et de l'industrie (c'est-à-dire la subordination de la première aux dirigeants de la seconde) et la remise en ordre, c'est-à-dire la mise au pas.

En quoi cela diffère-t-il de son prédécesseur ? La soumission de l'université aux intérêts du patronat est un impératif du capitalisme moderne. Edgar Faure a su l'enrober de libéralisme moderniste mais ne proclamait-il pas lui-même, à la veille du deuxième tour, ses exploits dans la répression lycéenne ? Olivier Guichard suivra la même voie : il tentera, lui aussi, d'endormir les étudiants, de leur tendre les pièges de la participation. Il tentera, lui aussi, d'isoler l'avant-garde et de frapper dur ceux qui refuseront de se laisser intégrer

Il en est de même, enfin, pour la politique internationale, malgré tout le battage autour du remplacement de Michel Debré par Maurice Schuman, et de l'entrée en force des européens.

Ici, le changement est réel, mais il n'est pas d'hier. Le grand rêve nationaliste du général de Gaulle s'est échoué l'année dernière sur les récifs de la revendication populaire et de la fuite des capitaux. Le retour dans le giron atlantique et européen était dès lors une nécessité pour un capitalisme français affaibli, incapable de poursuivre la lutte sur deux fronts, à la fois contre son propre prolétariat et contre l'hégémonie américaine.

Le capitalisme français réserve désormais ses coups à son ennemi principal, c'est-à-dire aux travailleurs de ce pays. Il lui faut pour cela se réconcilier avec les grands frères du capitalisme mondial. Ce n'est pas la présence de Michel Debré à la Défense nationale qui l'en empêchera.

Les commentaires récents de l'O.C.D.E. sur la situation française ne sont qu'apparemment optimistes. Ce grand conseil du capitalisme mondial salue, il est vrai, le rétablissement économique de la France après la crise de l'année dernière. Mais il ajoute aussitôt que la situation serait menacée par une hausse des salaires.

Les conclusions de ce rapport ne sont pas sans rappeler celle des comptes nationaux à la fin de 1967. Là aussi, les experts proclamaient que les perspectives économiques ne seraient pas mauvaises et que le chômage ne s'étendrait pas, à la double condition que la productivité n'augmente pas trop vite et que les travailleurs n'exigent pas l'augmentation des salaires.

Voilà qui nous ramène aux réalités de base que les valseuses ministérielles et grands jeux politiques voudraient nous faire oublier.

Le haut lieu de la résistance populaire à la domination capitaliste ne sera pas demain le Palais du Luxembourg. C'est dans les ateliers et dans les bureaux, sur le plan des luttes sociales — comme aussi à travers les luttes universitaires — que les masses se regrouperont jusqu'à paralyser le système.

Là dessus, nous sommes optimistes : laissons les nouvelles excellentes à leur courte joie, M. Pompidou n'en aura pas pour sept ans □

En toute fraternité socialiste

Gilbert Hercet

Il est revenu, le voilà. Le beau François, le symbole vivant de l'unité de la gauche, en un mot Mitterrand est là, de nouveau. Conférence de presse le 19 juin, interview à Europe n° 1 le 23, début à Lille le 24 d'un tour de France politique, signature le 25 de son nouveau livre « Ma part de vérité », bref le député de la Nièvre fait feu de tout bois.

Mitterrand rebondit

Et que dit-il ? A vrai dire, pas grand-chose. La conférence de presse de François Mitterrand a donné un spectacle étonnant : cet homme, qui ne parle plus au nom d'une organisation d'une quelconque importance, déplace des dizaines de journalistes français et étrangers, avides de spectacle autant que de propositions politiques. Mais si l'homme de spectacle est à la hauteur, les propositions politiques sont faibles. Il se contente d'annoncer qu'il va prendre son bâton de pèlerin, et aller d'ici un an dans tous les départements de France, pour s'adresser « à la base » et lui dire partout : « Rencontrez-vous, regroupez-vous, fédérez-vous. » Sur quels objectifs ? On ne sait. Dans quelles structures ? On ne sait. S'il veut redevenir crédible, il faudra à l'ex-président de l'ex-F.G.D.S. un peu plus d'imagination et d'esprit d'intervention...

A part cela, François Mitterrand n'est pas tendre envers le « nouveau parti socialiste », baptisé de « tiers parti qui n'illusionnera personne sur sa capacité de renouveau » : il annonce d'ailleurs qu'il n'ira point à Issy-les-Moulineaux, où doit normalement se réunir en juillet le congrès de ce parti « nouveau ». Après avoir rendu hommage à la gauche socialiste « vivace, active, intelligente » qui n'avait voulu aller ni au P.C. ni à la Fédération, François Mitterrand a du reste fait état de son accord avec les 17 thèses du P.S.U. et rendu hommage à la campagne de Michel Rocard.

Comment s'y retrouver au juste dans tout cela ? Le mieux sans doute est d'attendre et de le regarder faire. Il semble en fait que Mitterrand lui-même ne sache pas au fond très bien où il va. Sans doute espère-t-il encore, à l'issue de sa campagne « à la base », pouvoir rejoindre le « nouveau parti » et s'y tailler la part du lion. Mais sans doute aussi n'exclut-il pas de devoir finalement faire son chemin en dehors des forces les plus repré-

sentatives de la social-démocratie. Il faut dire que pour lui, qui est affaibli, diminué, et dont l'image s'est quelque peu dévalorisée dans l'opinion publique, la partie est plus dure qu'elle ne l'a jamais été.

Quand Poperen joue les Buster Keaton

Dimanche, certains des amis les plus proches de François Mitterrand participaient à Bagneux à une « rencontre nationale des socialistes », où **grosso modo** pouvaient aller tous ceux qui en avaient envie. Extraordinaire spectacle. On donne à Paris, en ce moment, deux fabuleux films comiques : **Le Cirque** et **Fiancées en folie**. Même mis bout à bout, ces films ne parviendraient pas à donner une idée du burlesque de la réunion de Bagneux.

Essayons de résumer clairement. Il y avait là tous ceux qui se veulent la « gauche » par rapport au nouveau parti socialiste. Deux à trois cents personnes non mandatées, venant de 23 fédérations (petites en général) du nouveau parti, de 2 fédérations « autonomes » (c'est-à-dire non reconnues par l'appareil) de ce nouveau parti, de 26 sections dudit ; des individus isolés, et puis des représentants de la Convention des Institutions Républicaines (Fillioud, Paillet, Joxe, Labarrère), de l'U.G.C.S. (le machin de Poperen) et du CERES (le truc de ces quelques fonctionnaires qui tentent de donner un langage d'extrême droite au socialisme moderne). Principal problème posé à cette noble assemblée : faut-il, ou ne faut-il pas aller à Issy-les-Moulineaux en juillet, siéger avec les petits camarades de Mauroy, de Mollet et de Savary ? Précisons d'ailleurs pour montrer combien les choses étaient simples, que Mauroy, pour plus de précautions, notamment dans les votes, avait envoyé à Bagneux bon nombre de ses amis...

Adoncques, après un débat confus, il fut clair que les truquages d'Alfortville n'avaient pas fait très bonne impression sur les présents à Bagneux, notamment sur les « nouveaux adhérents » de ce nouveau parti socialiste. L'un d'eux, venant du Calvados, m'expliqua : « **On est deux cent cinquante nouveaux dans le département. Il y a 28 S.F.I.O. anciens. Eh bien, à Alfortville, tous les délégués ont été pris parmi ces 28, et ont voté en bloc au nom de la fédé.** »

Mais il fut clair aussi que cela n'empêchait point la majorité d'avoir très envie d'aller à Issy-les-Moulineaux.

Rester là ou aller à Issy ?

Alors Georges Fillioud se fâcha et s'exclama : « **En tant que secrétaire général adjoint de la Convention, je préviens les camarades conventionnels qui iraient à Issy-les-Moulineaux qu'ils seront exclus de la Convention !** » Mouvements divers, brouhaha, une militante s'écrie : « **Mais on n'en a jamais délibéré à la base de la Convention. Notre appareil est pire que celui du parti socialiste !** »

C'en est trop. Fillioud, Paillet, Joxe et certains de leurs supporters quittent la salle. En revanche, Labarrère, qui annonce qu'il démissionne du Bureau politique de la C.I.R., reste là, ainsi que d'autres actuels ou ex-C.I.R. (Fichont, Leygnac, Benassayag).

Et la séance continue sans les dirigeants conventionnels patentés. Finalement, on décide de voter un texte sur les conditions à poser pour aller à Issy-les-Moulineaux. Puis (après qu'on se sera assuré au téléphone que Mauroy estime ces conditions acceptables), on mandatera une délégation chargée de négocier avec le comité national provisoire du nouveau parti.

On voit la manœuvre : pour Poperen-Labarrère, il s'agit de devenir l'aile gauche du nouveau parti ; pour Mauroy, il s'agit de récupérer sur sa gauche ce qu'il va perdre sur sa droite (**puisque Chandernagor, et peut-être Montalat et Lejeune sont susceptibles de quitter le parti socialiste prochainement pour aller au centre**). Le congrès d'Issy serait de la sorte « de gauche » et « unitaire ».

Ainsi, le texte voté par les participants de la rencontre de Bagneux, intitulé « Base d'accord pour tous les socialistes » apparaît-il en effet comme plus « dur » que les

motions habituelles de la S.F.I.O. Les principaux points en sont :

I. **Tenir compte de l'expérience de mai. (...) La stratégie révolutionnaire ne peut être une stratégie de minorité insurrectionnelle, ni une simple stratégie électorale et parlementaire, mais elle sera une stratégie de masse reposant sur le consentement des travailleurs et combinant les formes d'action les plus diverses en vue de la conquête du pouvoir par les travailleurs. (...)**

II. **Le parti se donne pour tâche la poursuite inflexible de l'unité de toutes les forces socialistes. (...)** Cette option implique :

- le rejet de toute alliance centriste, flagrante ou déguisée, de toute reconstitution d'une troisième force, y compris dans la conquête ou la gestion des municipalités ;
- le regroupement de tous les courants qui se réclament du socialisme (parti socialiste, P.S.U., clubs) ;
- la volonté d'aboutir à une alliance avec le P.C.

Un amendement proposait que l'on ajoutât la condamnation de l'atlantisme. Mais Poperen monta prestement à la tribune et protesta vigoureusement : « **C'est tout de même un accord que nous recherchons. Alors il ne faut pas trop charger le bateau.** » Et sagement, à une forte majorité, on renonça à condamner l'atlantisme... Vive la clarté, n'est-ce pas ?

Reste que, s'il a vraiment lieu en juillet, le congrès d'Issy-les-Moulineaux promet d'être un fameux happening : entre les explications sur l'échec de Defferre, le retour en scène de Mollet, les espérances de Fuzier, les essais de maintien à la barre de Mauroy, le centrisme de Chandernagor, la main sur le cœur de Savary et la petite phrase des Poperen-Labarrère sur la condamnation de l'alliance centriste au niveau des municipalités, oui cela promet sans doute de bons moments... □

DÉBATS

La 14^e section P.S.U. de Paris, en vue de préparer les actions à mener à la rentrée, organise une série de débats tous les mardis du mois de juillet à 20 h. 30, au siège du parti, 81, rue Mademoiselle, sur les thèmes suivants :

Mardi 1^{er} juillet :

- *Nature du P.C.F. et rapports P.C.F.-P.S.U.*
Base sociale, stratégie, conférence de Moscou.

Mardi 8 juillet :

- *Bilan des campagnes depuis le 6^e Congrès*
Référendum, deux tours des présidentielles.

Mardi 15 juillet :

- *L'appareil d'Etat et les problèmes de la prise de pouvoir*
Quelle stratégie ?

Mardi 22 juillet :

- *Action dans les « entreprises » :*
Peut-on s'implanter à Paris ? Vers quelles couches orienter prioritairement notre action ?

Mardi 29 juillet :

- *La section : quelle pratique ?*
Base locale, organisation, adhésion, etc.

Mardi 5 août :

- *Existe-t-il encore un mouvement de mai ?*

Ces réunions seront animées par des militants du parti ayant des points de vue différents sur les sujets abordés. Tous les militants et sympathisants de la région parisienne sont invités à y participer.

Nos responsabilités nouvelles

Yvan Craipeau

Ce qui frappe avant tout, après les élections présidentielles, ce sont les nouveaux rapports de forces qui s'établissent peu à peu dans le mouvement ouvrier. La social-démocratie s'effondre en tant que courant national. Le P.C.F. se maintient, mais seulement en utilisant les réflexes électoralistes du vote utile. A sa gauche, se dessine peu à peu une force : plus d'un million d'électeurs se sont prononcés sur les candidatures de pur principe de Rocard et de Krivine. Au moment où les trois candidatures apparaissent de principe, les sondages précisaient les rapports d'influence : 10 pour le P.C., 3 pour Rocard, 1 pour Krivine. Sur le plan militant, dans bon nombre de grandes villes, les meetings du P.S.U. et de la Ligue approchent en importance ceux du P.C. : les deux organisations peuvent, séparément, remplir le Palais des Sports.

Nous ne devons pas nous bercer d'illusions. Les réformistes du P.C. (et même de la social-démocratie) disposent encore en leur faveur d'une énorme force d'inertie : leur implantation municipale, les réflexes électoralistes qu'ils ont entretenus parmi les travailleurs et surtout leur mainmise sur les appareils syndicaux. Mais même sur ce plan, nous constatons des mutations. L'influence du courant socialiste est désormais loin d'être négligeable au sein des entreprises, des syndicats, voire du mouvement paysan.

Construire le Parti

Comme l'a souligné Manuel Bridier, ces nouveaux rapports de forces nous imposent des responsabilités nouvelles dans les luttes que vont engager les travailleurs.

Il faut que se construise — à la gauche du Parti Communiste — un parti révolutionnaire dans lequel puisse se reconnaître l'avant-garde réelle des travailleurs des villes et des campagnes. Le P.S.U. s'est engagé dans cette voie au 5^e congrès en refusant de devenir une annexe de gauche de la social-démocratie. Au 6^e congrès, il a choisi de se constituer en parti révolutionnaire. Non sans quelques ambiguïtés encore. Et sa pratique politique reste parfois en retrait

sur les thèses de Dijon : on l'a vu encore au cours de la campagne présidentielle. Mais le choix est irréversible. Il faut garder le cap et avancer. Cela suppose bien des mutations. Par exemple la proportion des ouvriers dans le parti est presque trois fois inférieure à celle de notre électorat : il faut modifier notre recrutement. Cela exige une transformation progressive de notre presse et de la composition sociale de nos directions — surtout au niveau national.

Autre exemple (mais n'est-ce pas la même question ?) : trop de fédérations vivent encore sur une conception social-démocrate du parti : un organisme vague où l'on se réunit pour discuter en laissant à quelques-uns le soin d'agir. Il faut certes regrouper, par exemple dans des comités de mai, tous les partisans du courant socialiste. Mais l'adhésion au parti suppose autre chose : un engagement réel à participer à l'activité militante, à coordonner avec toute l'organisation son action dans le quartier ou l'entreprise.

Regrouper les révolutionnaires

Mais la construction du Parti, ce n'est pas seulement la construction du P.S.U. Les nouvelles responsabilités s'imposent à toute l'extrême gauche. Il n'est pas admissible que, face au puissant P.C.F., les révolutionnaires se satisfassent de coexister dans une poussière de groupes, de sectes et de chapelles. Nos camarades de **Lutte Ouvrière** ont parfaitement raison là-dessus. Précisons. Un parti, ce n'est pas une secte qui se proclame elle-même le guide de la classe ouvrière et où chacun retrouve l'ensemble des analyses et des idées qui lui sont chères. Ce n'est pas un groupe d'initiés qui renonce à s'adresser, comme les camarades de la Ligue, « à l'électeur moyen, c'est-à-dire aux travailleurs mystifiés par la bourgeoisie ». L'intransigeance révolutionnaire n'a rien à voir avec l'esprit de secte. Un parti, c'est une avant-garde liée à l'expérience des masses, guidant cette expérience en apprenant d'elle, et progressant avec elle.

La construction du Parti Révolutionnaire est une œuvre de longue

haleine. A l'étape présente, elle exige le regroupement de tous les militants et groupes révolutionnaires disposés à mettre en commun leur expérience et leur action. Des divergences subsisteront ? A coup sûr. Des divergences profondes. Je rappelle qu'au sein même du mouvement trotskyste, alors que je contestais le caractère « ouvrier » de l'U.R.S.S. et le principe de sa défense inconditionnée, c'est Trotsky lui-même qui m'avait incité à soumettre mes thèses — opposées aux siennes. C'était pour lui une discussion normale au sein du mouvement, à plus forte raison au sein d'un parti véritable.

Un programme révolutionnaire

Bien entendu, le regroupement suppose l'accord sur l'essentiel d'un programme fondamental. Nous précisons : d'un programme adapté aux conditions des pays économiquement avancés où nous entendons construire le socialisme. La campagne électorale a montré que l'absence d'un tel programme constituait la faiblesse fondamentale des camarades de la Ligue. Krivine a développé des principes fondamentaux, dans l'ensemble parfaitement justes — qui sous-tendent le programme mais ne le remplacent pas. De telles abstractions ne pouvaient pas toucher les travailleurs — ni même les militants ouvriers. La supériorité du P.S.U., c'est d'avoir proposé à Dijon une première ébauche d'un tel programme — incertain encore parfois — mais qui a le mérite d'exister. Il n'est pas question de reculer sur cet acquis. Il faut au contraire le préciser. La campagne de notre camarade Rocard aurait gagné à le populariser davantage, à ne pas laisser dans la pénombre les propositions de lutte et les moyens du socialisme. Malgré ces faiblesses, nos idées ont porté sur une avant-garde réelle des travailleurs comme le montrent les sondages, y compris sur un certain nombre d'entre ceux que de vieux réflexes électoralistes ont amenés à voter « utile » et que nous retrouverons dans les luttes ouvrières.

Sans concessions au sectarisme, sans esprit de boutique, le P.S.U. doit aujourd'hui mettre publiquement en discussion les problèmes du programme et de la construction du Parti. Cela rend plus indispensable que jamais un organe théorique de réflexion et de discussion.

L'unité d'action

Le Parti n'est pas un but en soi. Structurer l'avant-garde politique n'a de sens que pour aider le mouvement ouvrier à se restructurer lui-même. Les travailleurs ont raison de chercher la voie de l'unité. Ils savent que, sans unité

du front ouvrier, aucune de leurs luttes ne peut être victorieuse. Toutefois, cette unité ne saurait être une « unité de la gauche » avec les Defferre et les Billières. Une telle unité — à objectifs électoraux et électoralistes — se tourne toujours contre les travailleurs. La chambre du Front Populaire aboutit à Pétain, le tripartisme à la conservation du capitalisme et à la répression anti-ouvrière, le Front Républicain à l'expédition de Suez et à de Gaulle, la politique de « l'union de la gauche » à la trahison de mai 68. Il faut reconstituer le front des travailleurs sur des objectifs de lutte comme les revendications de contrôle ouvrier. Il faut que les travailleurs cessent de compter sur l'alliance avec tel ou tel camp de la bourgeoisie. Il faut que les organisations ouvrières se donnent comme but commun le renversement du pouvoir capitaliste et le passage à un pouvoir socialiste — dans les conditions d'une société hautement industrialisée. Pour toutes les actions — même très partielles — qui vont dans ce sens — défensives et offensives — il faut proposer l'unité de front aux organisations ouvrières, communistes et, là où elles existent, social-démocrates. Les révolutionnaires doivent délibérément se dégager de la tentation au repli sur eux-mêmes, au refus puriste de se compromettre avec les organisations réformistes. Je rappelle aux militants trotskystes que leur mouvement s'est constitué pour une bonne part dans la lutte contre le sectarisme stalinien (ou ultra gauchiste) qui considérait tous ses adversaires comme une masse réactionnaire (fasciste !) indifférenciée, et qui refusait l'unité d'action. Contre Hitler, Trotsky proposait l'unité d'action, même avec le parti social-démocrate d'Allemagne — responsable de l'assassinat de Liebknecht et de Rosa Luxemburg. C'est la seule façon non seulement de remporter des victoires et de redonner confiance aux travailleurs, mais de leur faire comprendre, par leur expérience concrète, ce que valent les directions réformistes.

Cette orientation ne sera pas facile. Même s'il ne peut plus manœuvrer avec la social-démocratie, le P.C. essaiera sans doute de revendiquer le monopole de la représentation ouvrière et de négocier avec le pouvoir en monnayant les luttes ouvrières. C'est un jeu auquel le pouvoir bourgeois se prêterait volontiers pour diviser et affaiblir les travailleurs. Mais ce jeu ne sera pas facile, précisément parce qu'à gauche du P.C. existent une force politique et des forces syndicales qu'il ne peut pas commander.

Il faut donc définir une stratégie unitaire pour les luttes à venir. Ce doit être un des objectifs essentiels du prochain Conseil National du Parti. Ce doit être aussi un des thèmes essentiels de nos discussions avec les groupes révolutionnaires et l'ensemble du courant socialiste. □

La place du travail syndical et de l'expression politique des révolutionnaires dans les entreprises vis-à-vis des inorganisés

François Duburg

de la rédaction de Lutte ouvrière

Dans le cadre du dialogue T.S.-L.O., les camarades de « Lutte ouvrière » exposent cette semaine leurs thèses sur l'intégration des syndicats dans l'appareil d'Etat. Nous pensons qu'ils soulèvent toute une série de points intéressants, par exemple, les rapports organisés-inorganisés, mais que leur analyse de l'intégration est trop schématique. Il faut voir en effet que si l'intégration est une tendance générale, elle ne se réalise pas partout au même degré et que des syndicats par ailleurs non révolutionnaires peuvent résister à beaucoup d'aspects de la politique sociale et économique de la bourgeoisie, par exemple la politique nationale des revenus.

T. S.

« Il est capital que les gauchistes sachent dépasser le stade de la dénonciation déclamatoire des appareils syndicaux pour devenir les porteurs d'une stratégie et d'une tactique véritablement adaptées aux luttes sociales », écrivait la semaine dernière, au nom de *Tribune Socialiste*, le camarade Pierre Gautier, en conclusion d'un article publié par *Lutte Ouvrière* dans le cadre de la discussion engagée entre nos deux organes.

Dit comme cela, c'est en soi une vérité indiscutable. Mais encore faut-il savoir ce que l'on entend par « dénonciation déclamatoire des appareils », encore faut-il préciser cette « stratégie et cette tactique véritablement adaptées aux luttes sociales ».

Et en posant ce problème, on débouche directement sur celui, plus concret, de l'attitude que les militants révolutionnaires doivent observer envers les inorganisés, sur la manière dont ils doivent s'adresser à eux.

Il s'agit là, en fait, d'un problème capital, du problème même de l'activité révolutionnaire dans les entreprises, puisque nous vivons dans un pays où les 4/5 de la classe ouvrière ne sont pas syndiqués, et où le cinquième restant ne participe en fait, la plupart du temps, à aucune vie syndicale réelle.

On ne peut plus en effet, à notre époque, considérer seulement le syndicat, selon la définition classique que cite Pierre Gautier, comme « le rassemblement élémentaire des

travailleurs ». C'est indiscutablement ce qu'il devrait être, mais sa réalité sociale est infiniment plus complexe. Ce qui caractérise les syndicats à l'époque impérialiste, c'est de tendre à s'intégrer à l'appareil d'Etat bourgeois, c'est de devenir de véritables courroies de transmission de celui-ci.

C'est un aspect fondamental qu'on s'expose à méconnaître en ne posant que le problème des rapports partis-syndicats. On peut s'obnubiler sur le fait que la C.G.T. est la courroie de transmission du Parti Communiste Français dans la classe ouvrière, ce qui est sans aucun doute vrai, mais n'est pas l'essentiel du problème.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que toutes les centrales syndicales, qu'elles qu'elles soient, jouent ce rôle de courroie de transmission de l'Etat bourgeois. C'est évidemment vrai de F.O., dont les rapports étroits avec l'appareil d'Etat sont bien connus, mais ce l'est autant de la C.F.D.T., malgré sa réputation de « gauchisme », même si cela est moins manifeste, parce que la politique de cette centrale, qui vise à faire du « bon » syndicalisme dans le cadre de la société bourgeoise, n'est pas fondamentalement différente, comme on peut le voir dans toutes les circonstances importantes, comme on a pu le voir, par exemple, à Grenelle.

Et, soit dit en passant, c'est précisément parce que la C.G.T. est la courroie de transmission du Parti Communiste Français, d'un parti

que la bourgeoisie de ce pays considère encore dans une large mesure comme un corps étranger, qu'elle est moins intégrée que les autres centrales à l'appareil d'Etat français.

Quoi qu'il en soit, tout ceci fait que la politique de l'appareil syndical, les mœurs antidémocratiques qu'il impose, ne visent donc pas à faire prévaloir par des procédés bureaucratiques une politique ouvrière parmi d'autres, mais à imposer une politique qui va à l'encontre des intérêts généraux de la classe ouvrière, une politique qui loin de mettre en cause la domination de la bourgeoisie, vise au contraire à la perpétuer.

Les militants syndicalistes ne sont évidemment, dans leur immense majorité, ni conscients, ni complices de la politique de leurs directions. Mais ils sont incontestablement très souvent déformés par elle. Et surtout, il n'est plus possible, aujourd'hui, de considérer l'ensemble des travailleurs syndiqués comme l'avant-garde ouvrière à laquelle les révolutionnaires doivent exclusivement s'adresser.

Les millions d'ouvriers non syndiqués ne sont pas forcément moins conscients, moins soucieux de leurs intérêts de classe, que ceux qui ont une carte confédérale en poche. Parmi eux, il y en a beaucoup qui ont milité, à un moment ou à un autre, sur le plan syndical, et qui ont fini par abandonner toute activité parce qu'ils étaient écœurés par l'attitude de leur centrale, par l'absence de toute démocratie en son sein, par une trahison manifeste, quand ils n'ont pas été exclus pour avoir défendu des idées ou des positions qui n'étaient pas « dans la ligne », ou pour avoir été suspectés de « gauchisme ». Il y en a beaucoup aussi, qui sans avoir vécu personnellement cette expérience, ont vu d'autres la vivre, et ont pris conscience, plus ou moins confusément, mais l'essentiel n'est pas là, du rôle que jouent les syndicats dans la société moderne.

Les révolutionnaires doivent militer dans les syndicats pour deux raisons. Premièrement, pour y défendre les intérêts matériels immédiats des travailleurs, parce que, dans une large mesure, cette lutte passe presque obligatoirement par l'activité syndicale. Deuxièmement, et l'un est lié à l'autre, pour lutter contre l'intégration des syndicats à l'Etat, pour essayer d'en refaire des organes de lutte de classes, et non plus de collaboration de classe ou de « participation », pour essayer de recréer une véritable vie syndicale, de faire que les travailleurs se sentent chez eux dans leurs organisations, c'est-à-dire finalement pour y combattre l'appareil bureaucratique.

C'est là un travail capital, et auquel nous ne pouvons en aucun cas renoncer. Mais il faut bien comprendre que notre activité ne saurait en aucun cas non plus se limiter à cela. La révolution socialiste ne

passera pas par un lent travail de reconstruction d'organisations syndicales authentiques. La bureaucratization du mouvement syndical, son intégration à l'appareil d'Etat bourgeois ne sont pas un accident de l'histoire. La preuve en est qu'il s'agit d'un phénomène universel, reposant sur des bases sociales bien définies. Et quels que soient le sérieux et la patience avec lesquels nous aborderons le travail syndical, nous ne pouvons pas espérer faire tourner la roue de l'histoire en arrière, et revenir insensiblement aux syndicats du début du siècle (ceux qui, précisément, n'ont pas su résister à la dégénérescence).

La rénovation du syndicalisme ne pourra en aucun cas être le fruit de la seule action de minorités révolutionnaires. Si elle se fait un jour, elle ne pourra qu'être la conséquence de l'irruption de larges masses ouvrières sur la scène de l'histoire, dans un période révolutionnaire.

S'ils veulent effectivement militer pour la révolution socialiste, les socialistes révolutionnaires doivent s'adresser à l'ensemble de la classe ouvrière, et pas seulement à sa minorité organisée, parce que c'est des luttes, et du degré de conscience de l'ensemble de la classe ouvrière, que dépend l'avenir.

Et en s'adressant à l'ensemble de la classe ouvrière, il ne s'agit pas seulement de développer une propagande socialiste générale et abstraite, de faire une critique tout aussi générale et abstraite du capitalisme, mais il s'agit, si nous voulons être compris, de partir de la situation concrète que les travailleurs ont sous les yeux.

Nous sommes pour le socialisme. Mais nous ne pouvons pas, et cela tous les révolutionnaires en sont convaincus, expliquer ce que nous entendons par là sans faire la critique des exemples de « socialisme » que les travailleurs voient concrètement, sans dire ce que nous pensons de ce qui s'est passé en Hongrie et en Tchécoslovaquie, ce que nous pensons de l'U.R.S.S. ou des « démocraties populaires ».

Eh bien, de la même manière, nous ne pouvons pas développer concrètement nos idées sur la lutte de classes, sur le syndicalisme ou la politique, sans critiquer du même coup l'attitude des centrales syndicales ou des partis qui se réclament de la classe ouvrière, aussi bien à propos des événements nationaux, que les luttes quotidiennes au sein des entreprises.

Mais cela, bien des militants syndicalistes honnêtes, et parmi eux bon nombre de gauchistes plus ou moins avoués, nous le reprochent, sous prétexte que nous affaiblirions ainsi le mouvement syndical, que nous détournerions les travailleurs de l'activité syndicale.

Cependant, les camarades qui posent le problème ainsi le posent radicalement à l'envers. Car ce ne sont pas les critiques des révolution-

Une politique de classe

Michel Breton

Ainsi, M. Pinay n'a pas accepté le ministère des Finances, faute d'avoir obtenu la garantie d'y appliquer la politique d'austérité brutale qu'il souhaitait. C'est donc Valéry Giscard d'Estaing qui va établir, de manière plus souple, un « plan de redressement de l'économie ».

Phénomène curieux, la Bourse de lundi a mal accueilli la nouvelle, manifestant ainsi son ingratitude à l'égard du ministre des Finances qui, de 1962 à 1966, a fait le plus pour les milieux capitalistes, en particulier sur le plan fiscal. Un prochain article reviendra sur l'analyse de la situation économique et les perspectives pour la rentrée. Faute de connaître le programme économique du nouveau gouvernement, on voudrait ici essayer de tirer quelques enseignements de sa structure et des hommes qui le composent.



A.F.P.

sante de la recherche aux impératifs immédiats de l'industrie privée, et parallèlement de la Défense nationale.

Désormais, la recherche est orientée par un ministère de l'Industrie qui n'a jamais été autre chose que le porte-parole des intérêts du patronat français ; il faut s'attendre, dans le cadre de la politique de « redressement », à des coupes sombres dans les crédits qui ne sembleront pas directement rentables.

— La politique de développement industriel va devenir la tarte à la crème du nouveau gouvernement. Nous sommes bien d'accord pour constater que l'industrie française est moins bien gérée, moins productive et dynamique que ses concurrentes européennes ou américaine, mais nous ne voyons pas très bien quelle « politique industrielle » pourra mener un gouvernement qui affirme dès le départ qu'il faut restaurer l'initiative privée, favoriser la croissance des profits. Il ne peut donc s'agir que d'accompagner le mouvement de concentration capitaliste et de réduire les « charges » qui pèsent sur notre industrie, c'est-à-dire de freiner la hausse des salaires ou les dépenses d'investissements socio-culturels. Et là nous retombons dans le domaine de M. Giscard d'Estaing. Quels sont en effet les grands thèmes de notre ministre des Finances ?

- Confiance dans le jeu de l'initiative privée, de la recherche du profit pour assurer et orienter la croissance de l'économie, le Plan étant réduit à un rôle d'information sur les évolutions probables ou souhaitables.

- Réduction de l'intervention économique de l'Etat, c'est-à-dire :

- réduction des impôts qui pèsent sur les coûts des entreprises ;
- limitation de la croissance des dépenses de l'Etat ;
- recherche de l'équilibre budgétaire ;
- remise progressive au secteur privé des services publics ou entreprises nationales rentables.

En revanche, est affirmée la responsabilité spécifique du gouvernement d'assurer l'équilibre de la conjoncture par les moyens traditionnels, monétaires, budgétaires.

- Développement d'une Europe capitaliste largement ouverte sur le monde atlantique mais disposant d'un certain nombre de moyens de coordination des politiques économiques, notamment en matière monétaire.

Si M. Giscard d'Estaing a un peu assoupli ses positions depuis le plan d'austérité de 1963, il n'a donc pas modifié profondément sa pensée et la politique qu'il suggère ainsi reste très proche de celle du V^e Plan qui a abouti, comme l'on sait, au développement du chômage en 1967 et à l'explosion sociale de mai 1968.

Au service du patronat

En effet, si l'on cherche une croissance équilibrée et un accroissement des profits par la réduction relative des dépenses publiques et le ralentissement de la hausse des salaires, on risque bien d'aboutir tout simplement à un freinage du rythme de croissance et à plus ou moins long terme à un développement du chômage.

Mais la critique des conceptions de M. Giscard d'Estaing doit aller plus loin car la politique qu'elles laissent prévoir conduit aussi à sacrifier la satisfaction des besoins prioritaires des travailleurs : logement, cadre de vie, santé, enseignement, dans la mesure où la priorité est donnée au secteur privé de consommation ou à l'exportation sur les consommations et les investissements collectifs.

Enfin cette politique ne peut qu'aggraver les inégalités de revenus : sur ce plan le bilan de la politique giscardienne est facile à établir :

— de 1962 à 1967, les salaires par tête, en valeur réelle, ont augmenté de 21 % (et le S.M.I.G. réel de 10 % seulement), alors que le revenu réel par tête des industriels et commerçants individuels ainsi que des professions libérales s'accroissait de 31 % et les profits réels de 38 % !

Il y a actuellement un accord très large entre les positions et les déclarations des hommes politiques qui ont une responsabilité économique, Pompidou, Giscard, Ortoli, Chalandon : tous parlent de réhabiliter le profit, l'initiative privée, de réduire l'intervention de l'Etat.

Il y a également une très grande ressemblance entre leurs déclarations et celle que vient de faire, par exemple, à la dernière assemblée du patronat français, M. Ambroise Roux, président de la C.G.E.

Les milieux dirigeants de la droite française, pour sauvegarder leurs intérêts et leur position dominante, ont choisi clairement une politique de développement du capitalisme dans un cadre néo-libéral, aussi bien sur le plan intérieur que sur le plan international, c'est-à-dire la subordination progressive au modèle de société et à l'impérialisme américains.

La politique économique que veulent désormais mener Pompidou et Giscard sera peut-être plus habile et plus cohérente que par le passé, elle sera aussi de plus en plus nettement une politique de classe. □

Dialogue T.S. - LUTTE OUVRIÈRE

(Suite de la page 6)

naires qui détournent les ouvriers de l'organisation ou de l'activité syndicale. Les critiques des révolutionnaires ne font qu'expliquer un état de fait, et c'est cet état de fait, c'est la politique des appareils bureaucratiques qui ont créé la situation actuelle.

Et ce n'est même pas une conséquence accidentelle ou secondaire de cette politique. C'est, en particulier dans les grandes entreprises, un résultat directement recherché par les appareils. Le phénomène est particulièrement visible au sein de la C.G.T. où les dirigeants, loin de chercher à réunir le plus souvent possible, le maximum de travailleurs, préfèrent, pour être à l'abri des risques, que la vie syndicale ne dépasse pas les limites de l'appareil local.

C'eût été impossible il y a quarante ans sans tuer du même coup le syndicat. Mais aujourd'hui, la législation sociale, avec les délégués du personnel, les comités d'entreprises, puis, plus récemment, avec les délégués et les représentants syndicaux, a donné aux appareils un moyen remarquablement efficace de limiter la vie syndicale au niveau d'une minorité sélectionnée. Et chacun sait que la non-représentation d'un militant lors des élections de délégués est un moyen de pression efficace, et une manière régulière-

ment employée d'écartier les gêneurs de toute activité syndicale.

Il est évident qu'une expression publique des révolutionnaires, loin de favoriser leur activité au sein des syndicats, rend celle-ci encore plus difficile, d'une part parce qu'elle attire sur eux l'attention de l'appareil, d'autre part, c'est vrai, parce qu'elle heurte souvent de nombreux militants syndicalistes sincères, qui n'ont pas encore une claire conscience des problèmes qui se posent, qui se sentent visés par les critiques dirigées contre leur syndicat, même quand elles ne visent que leurs dirigeants, et dont la mentalité, déformée par des décennies de stalinisme et de méthodes bureaucratiques, est finalement, dans une large mesure, antidémocratique.

C'est vrai qu'il faut à tout prix éviter les « dénonciations déclamatoires » gratuites. Mais les difficultés ne doivent pas nous amener à renoncer à ce qui est indispensable, c'est-à-dire l'expression politique publique, devant les travailleurs inorganisés comme devant les syndiqués. Parce que ce serait du même coup renoncer à être ce que nous voulons être, c'est-à-dire des militants révolutionnaires... socialistes, pour n'être plus que des syndicalistes sans perspectives, des révolutionnaires honteux, réservant la révolution aux discours dominicaux.

François DUBURG

La priorité : renforcer le secteur privé

Outre le retour de Giscard d'Estaing, le point important, sur le plan de la politique économique, est la création d'un « grand » ministère du Développement industriel et de la Recherche scientifique.

Cela a, en effet, une double signification.

— Tout d'abord, le rattachement de la recherche scientifique au ministère de l'Industrie consacre officiellement la subordination crois-

La bataille de Nancy

Jacqueline Giraud

Dimanche prochain, les habitants de Nancy retournent aux urnes. Pour pouvoir 28 sièges (sur 37) vacants depuis trois mois.

La crise est ouverte depuis la campagne du référendum. C'est le journal électoral gaulliste « France-Régions », qui a mis le feu aux poudres en baptisant Metz unique métropole de la Lorraine, quand il avait toujours été question d'une métropole bicéphale, Metz-Nancy. Explosion de colère, manifestations, bris de vitres à la mairie : 27 conseillers municipaux démissionnent. Le maire, le Dr Pierre Weber (républicain indépendant), annonce sa démission et s'abstient de la donner réellement. Tandis que son adjoint, Pierre Diber, ancien secrétaire fédéral de l'U.N.R., la donne, ce qui lui permet aujourd'hui de se présenter en « opposant » du maire à la tête d'une liste proclamant « Nancy capitale ».

Démasquer tous les responsables

Pour conclure cette crise, dimanche prochain les électeurs de Nancy auront le choix entre quatre listes qui reflètent bien l'actuelle répartition des forces politiques à l'échelon national.

Ici, comme aux élections présidentielles, c'est entre deux listes de droite, que la bataille se jouera probablement. D'abord, une liste U.D.R. « d'Union pour le développement de Nancy », conduite par deux députés U.D.R., Roger Souchal et William Jacson, tous deux conseillers municipaux démissionnaires. Cette liste eut

quelque peine à naître, car Roger Souchal exigeait pour se présenter que Pierre Weber s'engage à démissionner de son poste de maire (tout en restant conseiller municipal) si la liste U.D.R. l'emportait. Or, jusqu'à la dernière minute le maire ne voulait rien entendre. « Opposée » à cette liste, il y a celle de Pierre Deiber et Marcel Martin, sénateur centre démocrate et soutien d'Alain Poher, tous deux également conseillers municipaux démissionnaires, qui brandissent allègrement la défense de « Nancy capitale » avec le soutien des commerçants et des P.M.E.

Opposition facile, qui cherche à masquer la commune responsabilité des leaders des deux listes dans la menace réelle de déclin qui pèse sur Nancy. Responsabilités qu'ils tentent encore d'esquiver lorsqu'ils montent une querelle de clocher avec Metz.

Les vrais ennemis de Nancy

Or, si Nancy risque effectivement aujourd'hui de n'avoir pas rang de métropole régionale, ce n'est pas seulement parce que le maire de Metz, M. Mondon, a su mieux « jouer » à Paris que le Dr Weber. C'est parce que ses responsables municipaux, qui s'affrontent aujourd'hui sans vergogne ont sacrifié à des intérêts privés l'expansion et l'aménagement nécessaires de la région nancéenne.

Vieille ville bourgeoise, essentiellement orientée vers le secteur tertiaire, Nancy s'enorgueillissait de sa propreté et se souciait peu de la voir

ternir par l'implantation d'industries « salissantes ». La rénovation, amorcée avec 10 ans de retard, fait l'objet d'une spéculation effrénée, dénoncée d'ailleurs par la Cour des Comptes. Et surtout Nancy fait les frais d'un accord directement conclu entre les sidérurgistes lorrains et le gouvernement. Entre autres conditions posées à leur acceptation de la création d'un nouveau complexe sidérurgique à Fos (Marseille), les sidérurgistes lorrains ont exigé l'amélioration de la liaison fluviale Seine-Est pour l'évacuation de leur production. Mais en échange ils ont accepté que soit retardée « sine die » la construction de la branche lorraine du canal de la Moselle, prévue dans le grand projet de canal Méditerranée-mer du Nord. Décision dramatique pour Nancy qui risque de se voir contournée et évitée par tous les grands axes de communication.

Ce sont là les vraies raisons qui mettent en péril l'avenir de Nancy. Qu'ils aient ou non démissionné, tous les membres du précédent conseil municipal en portent la responsabilité.

L'impossible unité de l'opposition

Ces responsabilités, la gauche n'aurait eu aucune peine à les démontrer. Encore fallait-il qu'elle parvienne à s'entendre pour proposer une politique municipale radicalement nouvelle. De fait, par l'intermédiaire des radicaux, le P.C.F. a tenté de constituer une liste d'union de la gauche, avec les représentants de la S.F.I.O. et du P.S.U.

Dans le contexte actuel, la tentative n'était pas désespérée. Bien que Nancy vote traditionnellement à droite, en 1968, P.C.F., F.G.D.S. et P.S.U. s'étaient équitablement partagé 38 % des voix (P.C.F. : 11,28 %, F.G.D.S. : 11,02 %, P.S.U. : 9,96 %). Or cette fois la droite est divisée.

Mais, d'emblée les pourparlers démontaient une fois de plus les prétentions hégémoniques du P.C.F. qui réclamait 13 sièges sur 28, en accordant 8 à la S.F.I.O., 4 au P.S.U. et 3 aux radicaux. Au mépris des résultats de 1968 qui donnaient aux trois grandes formations une importance sensiblement équivalente.

Par ailleurs, fidèle à son actuelle « stratégie », la S.F.I.O. négociait si-

multanément avec les « centristes » Deiber et Martin. Rapidement, elle décidait de rallier cette liste qui ne lui offrait que quatre sièges, mais qui lui semblait avoir plus d'avenir ! Immédiatement, fidèle lui aussi à son habituelle conception de l'« unité de la gauche », le P.C.F. décidait qu'il ne pouvait poursuivre les négociations avec le seul P.S.U. (les radicaux ne représentant aucune implantation réelle). Et, toujours dans la bonne tradition, le P.C.F. tentait de s'investir l'unique représentant de la gauche en constituant une liste « d'union ouvrière et démocratique » qui appelle à voter « pour la réalisation d'un programme avancé ».

Une fois encore le P.S.U. a donc décidé de défendre les solutions résolument socialistes, et de constituer une liste « d'union des forces socialistes pour l'expansion de Nancy », conduite par François Borella, professeur à la faculté de Droit. Liste largement ouverte à des non-P.S.U., puisqu'elle comporte des représentants de tous les syndicats sauf F.O., des militants familiaux, des animateurs de quartier, et parmi eux, dix femmes.

Les solutions socialistes

S'attaquant aux problèmes fondamentaux que masque le slogan « Nancy capitale », François Borella dénonce les méfaits de l'actuelle gestion et de la spéculation qu'elle encourage, et définit les conditions d'une politique de rénovation et de restructuration qui débouche sur une réelle expansion de Nancy. Et notamment il insiste sur la nécessité de placer la gestion municipale sous le contrôle de la population, par une information complète et la consultation des comités de quartier.

C'est donc une bataille sur les thèmes du « courant socialiste » adaptés aux problèmes concrets d'une municipalité, que mènent nos camarades. Et, à cet égard, l'élection de dimanche est une élection-test. Mais elle n'est, également, que la première phase d'une longue bataille. Pendant la campagne, nos camarades ont ouvert les dossiers des spéculations et des détournements de fonds. Quel que soit le résultat dimanche, ils ne les refermeront pas. □

Souscription nationale

La souscription nationale lancée par le P.S.U. pour couvrir les frais de la campagne des présidentielles prend son essor.

Cette semaine, 31.000 F ont été encaissés au Siège National, portant ainsi à 93.000 F le montant déjà recueilli au titre de la souscription. Cela n'est pas négligeable. C'est encore loin, très loin, de l'objectif fixé : 300.000 F, qui représentent le coût de la campagne vigoureusement menée à travers tout le pays.

Les chèques ou mandats qui nous parviennent sont souvent accompagnés de mots encourageants, souvent même émouvants. Le réseau de sympathies qui entoure notre action s'élargit. Il se traduit ici en termes concrets, des dons les plus modestes à d'autres, plus conséquents.

Il est néanmoins frappant de constater que la plus grande partie des sommes recueillies vient de sympathisants ou de militants qui ont fait parvenir directement leur contribution. De nombreuses fédérations sont, elles, en retard, ayant versé à la trésorerie nationale des sommes dérisoires, voire, pour quelques-unes, rien du tout. Il est évident que cette situation est anormale à plus d'un titre et qu'il faut que les sommes recouvrées au titre de la souscription soient immédiatement acheminées au Siège National.

Les responsabilités politiques que le P.S.U. revendique exigent de la part de ses militants une plus grande attention aux problèmes financiers. Un parti dont la trésorerie est malsaine est un parti qui s'interdit à lui-même les moyens de sa politique.

Dans les mois qui viennent, un immense effort de formation doit être accompli. La propagande du Parti devra être développée. « Tribune » a la possibilité de gagner de nombreux nouveaux lecteurs. L'implantation dans les entreprises, définie comme prioritaire, exige l'édition de tout un matériel spécialisé.

Pour tout cela, le Parti doit investir et financer. Si la campagne présidentielle laissait des dettes qu'il faudrait combler pendant des années, il est vain d'espérer que le P.S.U. puisse répondre comme il convient aux tâches qui sont les siennes.

Nous nous adressons ici à tous nos lecteurs, militants du Parti ou non.

Nous disons à tous que, sans leur participation à la souscription, il

nous sera impossible de poursuivre, et surtout d'étendre nos activités. Or, le courant socialiste est en passe de s'affirmer.

Nous comptons sur vous.

Les dons peuvent être adressés à :

- C.C.P. P.S.U. 14 020 44 Paris.
- Par mandat à l'ordre du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris 15°.
- Par chèque bancaire, au nom de Daniel Frachon, P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris 15°.

Apparemment la situation sur le front du travail est calme. Malgré le refus opposé par le gouvernement aux revendications mises en avant par les syndicats, lors de la conférence de Tilsitt, il n'y a pas eu de grands mouvements de grèves. Pourtant, ce calme n'est que de surface. Il suffit d'ouvrir la presse syndicale pour découvrir que des conflits, limités par le nombre de travailleurs concernés, mais souvent prolongés et acharnés, se déroulent un peu partout en France à propos du droit à l'expression et à l'action des délégués ouvriers (Ducellier), à propos de la mensualisation des horaires, à propos des menaces sur l'emploi et même à propos des cadences de travail. La combativité des travailleurs, en partie favorisée par ce qu'on appelle la « surchauffe » et son corollaire la pénurie relative de main-d'œuvre qualifiée, mais surtout alimentée par les expériences faites en mai-juin 1968, atteint un très haut niveau. Le Gouvernement ne lâche rien, mais le patronat fait beaucoup

de concessions dans de nombreuses branches escomptant bien que les poussées inflationnistes lui permettront de récupérer les augmentations ou avantages consentis.

Le problème qui est posé est donc de canaliser cette pression ouvrière, de lui fournir les objectifs précis nécessaires à son développement en même temps que les moyens indispensables pour résister aux inévitables contre-offensives patronales. Sur ce point, la discussion dans les syndicats et dans les organisations représentatives des travailleurs n'apparaît pas très avancée au-delà de la formulation des thèmes revendicatifs qui vont presque d'eux-mêmes. C'est pourquoi l'action que notre parti entend mener sur la question du contrôle ouvrier a une importance capitale dans la conjoncture actuelle. Non, certes, que nos sections ou groupes d'entreprises puissent prétendre résoudre tous les problèmes des luttes sociales, mais parce qu'il est possible d'indiquer à de très nombreux militants les moyens

d'unifier leurs actions au-delà de la diversité des situations en s'attaquant à quelques nœuds essentiels d'une domination capitaliste qui pèse sur tous.

En même temps une action systématique en faveur du contrôle des travailleurs sur des éléments des rapports de travail (embauche, licenciement, rapports avec la maîtrise, etc.), et contre la monopolisation de l'information par le patronat (secret commercial, secret des livres de compte) est le meilleur moyen de faire saisir les implications politiques des luttes sociales. La méfiance des travailleurs à l'égard de la « politique » a ainsi quelques chances d'être combattue efficacement. Bien entendu, le contrôle ouvrier n'est pas le socialisme, il est l'acquisition précaire par les travailleurs d'un droit de veto sur certaines interventions habituelles du patronat, mais il ouvre de nouveaux horizons aux luttes et peut permettre la constitution de la classe ouvrière en force sociale agissante. □

Bassin Houiller Lorrain

La crise est profonde

Rémy Grillault

La reconversion des houillères du Bassin de Lorraine et la situation de la Lorraine elle-même posent des problèmes chaque jour aggravés (1).

En effet, la zone des H.B.L. n'est pas une région traditionnelle de peuplement, comme le sont par exemple, la région parisienne, la région lyonnaise, ou la région de Marseille, qui bénéficient du caractère de carrefours naturels. La Lorraine n'est devenue industrielle, que par la présence du charbon dans le sous-sol. Si l'industrie minière disparaît, rien ne viendra spontanément la remplacer.

L'implantation d'industries nouvelles était possible avant 1960, quand l'industrie était à court de main-d'œuvre ; les houillères, qui craignaient la concurrence de nouveaux employeurs, les ont découragés avec l'appui des élus locaux. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas, il est trop tard.

La vérité, c'est que, situé sur un

plateau, éloigné de la mer et des fleuves, le Bassin n'est pas attirant pour l'industrie capitaliste moderne.

L'explosion démographique

On dit généralement que la cause principale du sous-emploi, en Lorraine, est la compression du personnel des houillères. Mais les chiffres montrent que ce n'est pas exact.

Alors que la compression du personnel H.B.L. crée actuellement une demande d'emplois comprise entre 500 et 1 500/an, il y a surtout chaque année 2 600 jeunes qui demandent du travail, simplement parce que les jeunes sont beaucoup plus nombreux que les travailleurs en âge de prendre leur retraite; et cela, bien que le taux de scolarisation aille en augmentant pour les jeunes de 15 à 19 ans.

L'augmentation de la natalité pendant les années d'après-guerre aurait pu être un atout majeur pour un pays dynamique ; la politique gaulliste la transforme en catastrophe.

Le plus grave est que ces jeunes sans travail ne pourront pas apprendre un métier sérieux ; exclus de la vie scolaire comme de l'apprentissage artisanal et industriel, ils sont condamnés à travailler toute leur vie comme manœuvres ou à se contenter d'une formation professionnelle accélérée.

Cette explosion démographique pose aujourd'hui les problèmes de l'enseignement et de l'emploi ; demain, elle posera le problème du logement, car les 1 000 ou 2 000 logements H.B.L. qui sont actuelle-

(1) Nous remercions la section P.S.U. de Forbach, dont l'étude, tout à fait remarquable, a inspiré l'essentiel de cet article.

ment vides, ne suffiront pas quand ces milliers de jeunes fonderont un foyer.

La crise des houillères

Concurrencé par le pétrole et le gaz naturel, le charbon perd progressivement ses débouchés traditionnels. Pour écouler les 15 Mt produits annuellement, les houillères doivent pratiquer des prix très bas :

en moyenne : 62,19 F/tonne en 1965
61,59 F/tonne en 1966

Or le prix de revient actuel est de 74,86 F la tonne. Ce prix de vente montre qu'il y a déficit, et déficit croissant (11,66 F/t en 1965, 13 F/t en 1966).

Les débouchés stables ou en expansion sont les cokeries et les centrales thermiques ; mais dans ces domaines, le charbon lorrain est également concurrencé :

— d'une part par le charbon sarrois dont H.B.L. est obligé d'assurer la vente (1/3 de la production sarroise ; c'est encore une charge imposée par l'Etat) ;

— d'autre part, par du charbon américain ou polonais qui, déchargé au Havre ou à Dunkerque, est moins cher que le nôtre. Le gouvernement justifie une partie de ces importations par le fait que le charbon importé sert de monnaie d'échange pour des produits que nous exportons ; reconnaissons qu'ici encore, les houillères prennent en charge les intérêts du commerce extérieur de la nation.

Les houillères pourraient maintenir leur production vers 14 à 15 millions de tonnes/an, mais en licenciant 1 500 personnes par an dans les années à venir.

Or le gouvernement prévoit une réduction de la production telle qu'en 1975, on ne produirait plus que 13 millions de tonnes/an, 11 en 1980 et 9 en 1985.

La compression de personnel sera donc encore plus dure qu'on ne la laisse prévoir et commença à toucher en particulier les employés et les ingénieurs, dont les effectifs ont jusqu'à présent peu varié.

Les perspectives sont sombres

Il existe des obstacles d'ordre humain au développement industriel de la région :

● la main-d'œuvre locale est relativement peu qualifiée, la création dans notre région d'un enseignement technique n'est en effet que récente et insuffisante ;

● le mineur de fond est difficile à reconverter ; il admet mal la nécessité d'une formation professionnelle, car il ressent comme une

humiliation d'avoir à son âge à retourner sur les bancs de l'école ;

● le travail des femmes est peu répandu ; c'est à la fois le signe et la cause d'un manque de développement économique ;

● les services (assurance, banques d'affaires, téléphone) sont insuffisants ;

● la région est peu urbanisée et n'attire pas les cadres des entreprises parisiennes qui voudraient se décentraliser. Cette dernière raison, fréquemment avancée, sert trop souvent de prétexte aux refus d'implantations, alors qu'une raison plus profonde, mais inavouée, est que les industriels ne tiennent pas à employer une main-d'œuvre habituée à un salaire qu'ils considèrent comme élevé, à des avantages en nature, à une forte protection syndicale, etc.

Mais la situation est pour l'essentiel le résultat de la politique nationale de sous-emploi qui a été menée dans le cadre du V^e Plan.

Dans ces conditions, de nombreuses municipalités ont cherché une solution dans la création de Zones Industrielles (avec les charges que cela suppose). Mais créées dans le désordre, elles se livrent une concurrence effrénée, l'offre dépassant largement la demande.

Enfin, on ne voit pas dans quel cadre la politique gaulliste place l'avenir de la zone H.B.L. : elle n'est pas intégrée dans les projets d'aménagement de la métropole Thionville-Metz-Nancy. A voir le peu de crédits d'équipements qui nous sont consacrés, on peut se demander si le gouvernement n'a pas l'intention de laisser l'est du département passer sous la dépendance sarroise.

L'avenir est lié à celui de la Sarre

L'avenir du Bassin Houiller Lorrain ne peut être envisagé indépendamment de celui de la Sarre.

Quelles seront les relations de l'ensemble Sarre + Bassin avec les régions voisines ? A cette question, le problème des communications constitue déjà un élément de réponse :

● nos voisins sarrois demandent au gouvernement allemand les moyens de désenclaver leur région : élargissement de la Sarre canalisée (débouché sur la Moselle à Trèves) et percement d'un grand canal reliant la Sarre au Rhin ;

● du côté lorrain, comme nous le verrons plus loin, se fait sentir la nécessité d'un canal reliant la Sarre à la Moselle et desservant le bassin houiller et le bassin sidérurgique.

Si l'on ne réalise que l'un des deux projets, la région se trouvera au « terminus » d'une voie de communication, en cul-de-sac, ce

qui n'est pas avantageux du point de vue commercial. Les deux projets sont donc complémentaires, et l'ensemble Sarre + Bassin, placé sur une voie d'eau reliant la Moselle au Rhin, serait effectivement « au cœur du Marché Commun ».

L'avenir du Bassin est donc :

● étroitement associé à celui de la Sarre ;

● largement ouvert sur les régions lorraine et rhénane.

Désenclaver le Bassin

Aujourd'hui la priorité doit être accordée aux voies de communications.

Une autoroute reliera Sarrebrück à Metz d'ici à quelques années ; c'est un bon investissement, mais comme la voie ferrée, c'est un moyen qui intéresse surtout l'industrie légère et les services. Pour que de grosses industries puissent s'implanter dans le Bassin, il faut en plus un canal de grand gabarit ; en effet le transport par voie d'eau est de loin le moins cher, ce qui est très important lorsqu'on utilise ou lorsqu'on produit des matières dont le prix à la tonne est relativement faible.

Un tel canal serait assuré dès aujourd'hui d'un trafic annuel de 9 000 000 de tonnes, en charbon, coke et engrais. A titre de comparaison, le trafic annuel sur la Moselle canalisée n'est que de 4 à 5 millions de tonnes.

Ce canal devrait partir de la région de Sarrebrück, traverser le Bassin et aboutir sur la Moselle dans la région sidérurgique. La voie d'eau est donc indispensable ; dès maintenant, elle permettrait d'écouler notre charbon à meilleur prix vers la vallée de la Moselle et vers la région parisienne.

En attendant cette création, les houillères devraient bénéficier pour leurs transports par fer de tarifs « Als Ob », comme l'avaient obtenu de leur gouvernement les houillères sarroises ; c'est-à-dire que le coût du transport par voie ferrée ne devrait pas être supérieur au coût par voie d'eau si celle-ci existait.

La formation avant l'emploi

Tout aussi prioritaire : le problème de la formation.

Nous avons vu qu'il y aura désormais, chaque année, au moins 2 500 jeunes qui ne trouveront pas de travail et qui n'apprendront pas de métier.

Est-il plus urgent de leur trouver du travail ou de les instruire davantage ? L'avenir de ces jeunes commande qu'avant tout on leur donne un métier solide. Leur donner un emploi tout de suite serait évidemment une bonne chose, mais

on en ferait trop souvent des manœuvres ou des ouvriers spécialisés pour toute leur existence. Ce sont précisément ces catégories de travailleurs qui seront plus tard les plus menacées dans leur emploi par le progrès technique. Il faut donc en faire au minimum des ouvriers qualifiés (ce sont pour la plupart des enfants peu enclins aux études). Il est donc primordial, s'il faut choisir, de faire passer la formation avant l'emploi. C'est, par ailleurs, la solution la plus économique.

Vers quels métiers orienter ces jeunes, alors que l'on ignore tout de l'activité des entreprises à implanter ? L'expérience montre qu'une usine, même très spécialisée, emploie des ouvriers venant de corps de métier très variés, et que pour des jeunes, l'essentiel est d'avoir reçu une bonne formation, l'adaptation à un autre métier se faisant alors très facilement.

Il faut donc offrir aux jeunes toute une panoplie de formations, dans tous les métiers, même dans ceux qui ne sont pas encore représentés industriellement dans notre région. C'est un enseignement professionnel très développé qu'il faut créer sans tarder, s'ajoutant à l'enseignement technique qui existe déjà.

Si, comme on peut le craindre, certains des jeunes étaient obligés de quitter la région pour trouver du travail, ils le feraient ainsi dans de bien meilleures conditions.

Des solutions pour l'immédiat

La politique gaulliste a pour but de soumettre l'économie française à la concurrence étrangère et de l'obliger par là à se moderniser et à se concentrer. Les conséquences sont brutales : les entreprises les moins solides ferment leurs portes ; les investissements sont rares par manque de crédits à faible taux d'intérêt ; les licenciements se multiplient et le manque d'emplois nouveaux s'aggrave pour une population en expansion.

Notre situation demande au contraire que le plein emploi devienne l'objectif à atteindre ; il faut investir beaucoup plus pour créer des emplois. Il faut en même temps, c'est vrai, moderniser l'économie française, mais il faut le faire par l'addition d'activités modernes et non par la suppression d'une partie des entreprises existantes. Pour réaliser tout cela et pour garder en même temps une monnaie stable, il faut frapper les très hauts revenus et mettre fin à cette énorme fraude fiscale que l'on tolère en France.

Que ce soit pour moderniser l'économie ou pour créer des emplois, deux mesures sont nécessaires pour que l'industrie travaille dans le sens de l'intérêt national :

● socialiser les entreprises les plus importantes (automobile, chi-



Elie Kagan

mie, etc.) et leur imposer une politique de décentralisation et d'expansion comme on l'a fait pour Renault et Sud-Aviation ;

- nationaliser tout le système de crédit, de sorte que les industriels privés qui ont besoin d'argent pour investir tiennent compte des désirs de l'Etat dans le choix de la nature et du lieu d'implantation de leurs usines.

Seules des mesures de cet ordre peuvent faire que le Bassin houiller lorrain accueille un jour une entreprise dont l'effectif se compte par milliers.

Sécurité de l'énergie

Le programme de production des H.B.L. ne doit pas dépendre

du déficit de la tonne de charbon. Nous avons vu plus haut que l'Etat fait supporter aux houillères des charges qui incombent en réalité à la nation tout entière. On ne peut pas demander aux Charbonnages d'être à la fois un service public et une entreprise à budget équilibré.

Pour cette raison, et surtout parce que le charbon serait notre seule source d'énergie sûre en cas de conflit grave, la production doit être maintenue à un certain niveau. Le gouvernement avait estimé lui-même que ce niveau devrait être de 40 millions de tonnes pour l'ensemble des Charbonnages. Faire payer à la nation le déficit qui en résulte revient donc à lui demander une prime d'assurance contre une éventuelle pénurie d'énergie. Le déficit serait d'ailleurs réduit au minimum, en demandant à la Lorraine une production de 17 Mt/an, car c'est l'extraction de son charbon qui est la moins coûteuse.

On peut donc admettre que la production nationale descende à ce niveau de sécurité de 40 Mt/an à condition que soit respecté le principe qu'on ne licencie aucun mineur sans lui avoir fourni un nouvel emploi convenable.

Tant que ce n'est pas possible, et tant que le chômage persiste, il faut que la production soit adaptée aux investissements qui ont été faits, que le charbon produit soit écoulé au prix qui permet cet écoulement, que l'Etat couvre le déficit résultant, et que la reconversion ne s'opère qu'à mesure de la création d'emplois nouveaux.

Cette politique demande que les mesures suivantes soient prises :

- contrôle, par les Charbonnages de France, des importations de charbon ;

- création d'un vrai Secrétariat à l'Energie pour coordonner la politique des Charbonnages, de l'Electricité et du Gaz de France (sans oublier les sociétés pétrolières qui devraient toutes être socialisées) ;

- contrôle, par les Charbonnages de France, des circuits de distribution de gros du charbon.

On voit que l'importance de la crise et, surtout, le fait qu'elle va continuer à s'aggraver demandent des solutions qui ne soient pas des demi-mesures.

Il ne s'agit même plus d'alerter les pouvoirs publics, et d'implorer leur compréhension ; ils n'y peuvent rien car leur politique est impuissante :

- ils ne peuvent pas se faire obéir de l'industrie privée qui est le support fondamental du gaullisme ;

- ils ne peuvent pas assurer le plein emploi, qui suppose une redistribution des revenus et des charges fiscales.

Il s'agit donc de préparer la relève du gaullisme qui, d'échec en échec, finira par s'écrouler.

Plus le temps passe, plus les retards s'accumulent, et plus sera longue et difficile la nécessaire remise en ordre ; raison de plus pour être prêts avant que le pouvoir n'échoie à la gauche. Nous avons vu que les solutions ne pouvaient être que socialistes, encore faut-il prendre le temps de les définir avec précision. □

Villeurbanne

Richard - Continental : La parole aux travailleurs

L'histoire de « Richard Continental », que nous racontent ici dans un document commun les sections C.F.D.T. et F.O. de l'entreprise, est à bien des égards exemplaire.

A ceux qui disent que le « contrôle ouvrier » relève de l'utopie ou de l'impatience, les travailleurs de « Richard Continental » répondent. En prenant leurs responsabilités.

On voit ici concrètement — même si les formulations sont prudentes et parfois en deçà de ce qui est nécessaire — comment il est possible de contrecarrer les décisions arbitraires du patronat. Mieux, ce qu'il est possible déjà de proposer.

Car il s'agit de faire sentir au patronat la volonté de la classe ouvrière avant de la lui imposer. Cette étape mobilisatrice de la lutte, c'est aujourd'hui le contrôle ouvrier.

La Société continentale de matériels de travaux publics (S.C.M.T.P.), filiale de la Régie Renault, groupe deux entreprises importantes de la région lyonnaise ; la Société nouvelle des ateliers de Vénissieux (S.N.A.V.) et la Société

Richard Continental à Villeurbanne. Cette dernière étudie, fabrique et vend presque exclusivement des tracteurs à chenilles et leurs équipements, pour l'agriculture et les travaux publics.

C'est en 1965 que Richard Con-

tinental, en proie déjà à de graves difficultés financières, fut « pris en main » par la S.A.V.I.E.M., filiale de Renault. En 1968, la Régie Renault constituait la S.C.M.T.P. avec la S.N.A.V. et Richard Continental.

Les causes de la crise

L'entreprise est gravement endettée et le déficit d'exploitation demeure. Elle n'a pas réussi, malgré un énorme alourdissement de sa charge « personnel », à passer de l'entreprise moyenne à la grande entreprise. Ses fabrications sont médiocres dans l'ensemble malgré quelques points forts, comme les chenilles et certains équipements, et ses matériels d'une

technique dépassée pour la plupart. Le prix de revient et de vente est élevé par rapport à la qualité du matériel produit.

Ceci est dû à des techniques de fabrication insuffisamment évoluées, des moyens de fabrication insuffisants, une production presque à l'unité ou en séries réduites avec des programmes à court terme ne permettant pas des approvisionnements importants. Il faut également noter une proportion importante « d'improductifs » dont certains ont des salaires sans rapport avec les responsabilités assumées, une structure administrative très lourde qui ne contribue qu'à augmenter le coût du matériel et à entraver son évolution et sa mise au point.

Il n'existe pas de politique suivie de fabrication et de vente ; ceci est dû à la succession en 8 ans de six directeurs généraux ou adjoints, et d'au moins autant de directeurs commerciaux et de chefs de bureau d'études. Il n'est pas exagéré de dire que cette carence de direction est la cause principale du non-renouvellement de nos engins comme de nos méthodes de fabrication. Jusqu'en 1969, malgré ces handicaps importants, l'usine a vécu grâce à des marchés étrangers et français exceptionnels (Chine, Cuba, Algérie, etc., armée française), mais, en septembre 1968 de nouveaux marchés prévus avec Cuba n'ont pu se conclure à cause de la réduction de certains crédits français à l'exportation.

Cependant, le fait que Richard Continental ait fonctionné depuis 25 ans, malgré les situations anormales énumérées ci-dessus, prouve qu'il existe un marché important pour le tracteur à chenilles et des marges bénéficiaires valables dans des conditions nouvelles d'exploitation.

La prise en main par Renault

La S.A.V.I.E.M., puis la Régie Renault se sont laissés persuader que nos tracteurs étaient valables pour les années à venir, d'où l'implantation à grands frais d'un nouveau réseau commercial et le démantèlement, à grands frais aussi, d'un réseau existant jugé inefficace. Pendant ce temps, de 1965 jusqu'à octobre 1968, rien n'a été sérieusement décidé quant aux nouveaux matériels à produire : nombre d'études ébauchées ou même très avancées ont été arrêtées. Seules quelques modifications ont vu le jour. En collaboration avec l'usine yougoslave « 14 Octobre », une étude de chargeur a été entreprise ; deux prototypes sont en construction, mais tout laisse à penser qu'aucune série ne suivra. Au début 1969, la Régie Renault a dû consentir à la S.C.M.T.P. un prêt de 21 millions, remboursable en 1 an environ ; il est certain que ce prêt ne pourra pas être remboursé dans le délai prévu.

Depuis le début 1969 la Régie Renault s'oriente vers la décision, ou a pris la décision, de cas-

ser la fabrication du tracteur à chenilles. Nombre de décisions ne trompent pas. Pas de prototypes de 120-130 ch. Quasi-certitude que le chargeur franco-yougoslave ne sera pas lancé. Arrêt des investissements propres aux tracteurs. Décision de ne fabriquer des tracteurs que suivant la demande à court terme. Or, comme il faut environ 9 mois pour l'approvisionnement et la construction, suspension ou arrêt de certaines fabrications jugées non rentables. Restructuration du bureau d'études et de la direction industrielle en fonction des travaux autres que les tracteurs.

Que la décision d'abandonner la fabrication des tracteurs à chenilles soit prise ou non, la politique actuelle de la Régie Renault est dictée par le désir de réduire le déficit d'exploitation. D'où deux directions essentielles : encouragements pressants au départ du personnel plus quelques mutations et licenciements (malades, accidentés, cadres supérieurs).

Pour occuper le maximum de personnel productif, en préparant la transformation de l'usine ou peut-être sa fermeture, la Régie fournit à la S.C.M.T.P. de la sous-traitance qui devient prioritaire. Les tracteurs, s'il doit s'en construire en 1970, seront essentiellement fabriqués et partiellement montés en dehors de l'entreprise. Il est envisagé de sous-traiter des fabrications d'entreprises autres que Renault.

Quelle que soit la solution adoptée (fermeture de l'entreprise ou transformation en atelier Renault), il est certain que, même dans la seconde hypothèse, 903 emplois au moins seront supprimés. Seule la continuation, dans les limites du possible, de la fabrication des tracteurs existants ou améliorés, puis la réalisation, l'essai et la mise au point accélérés des prototypes modernes peuvent permettre de conserver mieux et ensuite d'élargir l'emploi.

Pour relancer l'entreprise

Il reste à voir comment peut repartir sur de nouvelles bases, avec de nouveaux matériels, notre fabrication de tracteurs à chenilles. Il faut voir comment vivre entre-temps et comparer le coût humain et matériel de cette opération avec celui d'une transformation de l'entreprise en atelier Renault ne travaillant qu'en sous-traitance (sans parler de la fermeture de l'usine que nous craignons à moyen terme). Il est bien évident que la conception, la mise au point puis la mise en fabrication de matériels nouveaux et modernes demandent

un minimum de moyens matériels et surtout humains.

Il sera indispensable de désigner l'équipe « renouveau » en choisissant les éléments actuels les plus capables et dynamiques du bureau d'études, des services méthodes et essais (ouvriers, techniciens, cadres, ingénieurs). Cette équipe devra éventuellement être renforcée pour compenser les nombreux départs des derniers mois. Il faudra y ajouter le personnel minimum nécessaire pour assurer avec l'après-vente des engins actuels le contact avec la clientèle. Bien entendu, un engagement dans le temps devra être pris par la direction vis-à-vis des membres de cette équipe, afin qu'ils puissent travailler avec un minimum de sérénité et de continuité. Compte tenu de l'état d'avancement de l'étude du nouveau bulldozer de 120 à 130 ch et du temps nécessaire pour la construction du prototype, son essai accéléré et sa mise au point, une série peut commencer à sortir d'ici à deux ans minimum et se vendre dans un marché mondial en expansion.

Dans le délai de lancement du bulldozer de 120-130 ch, l'étude et la construction des prototypes d'un ou plusieurs autres engins seront entreprises (chargeur par exemple dont les éléments spécifiques ont été testés en 1968).

La politique de soutien d'une équipe d'avant-garde implique que l'on maintienne, dans les limites du possible, en améliorant son organisation, sa compétence, sa polyvalence, son efficacité, le personnel nécessaire au fonctionnement normal de l'entreprise.

Il est certain que l'affirmation nette, par la direction, de la volonté de faire de nouveaux tracteurs, changerait sérieusement les données du problème, redonnerait un nouveau dynamisme à l'entreprise. La recherche d'accords techniques, commerciaux, financiers, avec des partenaires français ou même européens redeviendrait possible.

Les organisations syndicales pourraient s'intéresser sous certaines conditions à un effort de « redémarrage » sérieux avec la rigueur que cela implique, ceci par exemple sur la base d'un accord d'entreprise.

Mais, si l'entreprise est transformée en atelier de sous-traitance, en abandonnant toute création de tracteurs nouveaux, il est probable que cela apparaîtra comme une étape vers la fermeture. Il sera alors très difficile de conserver le personnel nécessaire au maintien d'une fabrication valable.

Il deviendra impossible, en 1971, de vendre des tracteurs, ce qui

constituera une perte importante d'activité, même si celle-ci n'est considérée que comme secondaire.

Et en fin de compte, les réductions d'effectifs risqueront d'être supérieures à celles avancées plus haut. Cette solution apparaît donc médiocre sur le plan financier et mauvaise sur le plan humain.

Il est certain que la S.C.M.T.P. pour sortir des tracteurs nouveaux et vivre en attendant, devra trouver une aide importante bien que provisoire. Renault, aux prises avec les problèmes de la construction automobile à l'échelle européenne, ne peut, à lui seul, aider à franchir ce cap difficile. Il faudrait donc que la nation, et pas seulement l'Etat, permette à une entreprise dont la fabrication est importante de retrouver son fonctionnement normal. Ceci avec des garanties et le contrôle d'une restructuration efficace à tous les niveaux.

A titre d'exemple non limitatif, voici quelques-uns des moyens d'aide possible et, bien entendu, provisoires : Marché d'études (étude, construction de prototypes, essais, mise au point, préparation de la mise en série). Prêts pour les investissements nécessaires à la fabrication en série de nouveaux matériels. Crédits aux exportations de matériels français de travaux publics. Achat prioritaire de matériels français de travaux publics par les entreprises nationalisées, ou celles soumissionnant pour des travaux financés par l'Etat, etc.

Beaucoup d'entreprises françaises de matériel de T.P. connaissent des difficultés sérieuses. Compte tenu de l'importance de cette industrie, il peut être envisagé la restructuration et le regroupement de différentes entreprises en régie nationale, ou la constitution de sociétés d'économie mixte, toutes soumises aux règles normales de la concurrence et de la rentabilité.

A ce niveau, les pouvoirs publics ont leurs responsabilités à prendre.

communiquer

**PLUS SOUVENT
PLUS VITE
PLUS NET**

Les responsables des collectivités savent que le rythme des communications s'accroît : Il leur faut être équipés d'un matériel moderne, rapide et sûr. Les nouveaux duplicateurs Gestetner (stencil et offset) ajoutent à ces qualités, une très grande simplicité de manœuvre : un opérateur, même novice, peut "sortir" des copies impeccables après quelques quarts d'heure d'entraînement. Voulez-vous être complètement informé sur les récents progrès de la duplication, et en particulier sur la gravure automatique des stencils ? - Demandez à GESTETNER sa documentation n° 855 - 71, rue Camille-Groult à Vitry - tél. 482-47-85.

Gestetner

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Erotissimo

Avec les ouvriers de la navale A.C.D.B.

De notre correspondant

Les A.C.D.B. de Dunkerque, filiale du trust Schneider, sont des chantiers navals en pleine activité et leur carnet de commandes est bien garni ; mais les travailleurs, artisans de cette prospérité, y trouvent-ils leur compte ?

Gageons que leur P.D.G., le sieur Forgeot, s'est certainement plus préoccupé de son avenir à la tête du trust que du sort des salariés de la navale. Mais quel est donc son patron à lui ? Qui décide véritablement du sort des métallos des A.C.D.B. ? Et d'abord quel est ce sort ?

En mai 68, ils se sont battus pour améliorer — et leur pouvoir d'achat — et leurs conditions de travail — et la place qu'ils occupent dans l'usine. Qu'en est-il aujourd'hui ?

En fait d'amélioration de pouvoir d'achat, c'est le pouvoir du capital qui s'est renforcé, et qui, par le biais des réajustements de prix à la consommation, a repris d'une main ce qu'il avait accordé de l'autre. Et maintenant, face aux nouvelles revendications de salaires présentées par les syndicats, la direction répond par des subtilités grossières en usant de la moyenne nationale d'augmentation. Eh bien non ! Il n'est n'est vrai que les métallos aient eu 15 % d'augmentation en mai 68, ils ont eu 10 % étalés sur toute l'année. Et aujourd'hui avec l'augmentation des prix, il ne reste plus rien ; il ne reste plus rien pour l'ouvrier, mais pour le cadre, qui, lui, ne s'est pas battu, n'a rien demandé, s'est contenté d'être aux ordres du patron, et dont les 10 % ça faisait un paquet ? Et pour qui le prix du beefsteak est le même pour l'ouvrier que pour lui, car ce n'est pas en pourcentage qu'il le paie, mais bien en francs ? Alors, il faut bien constater que pour les cadres des A.C.D.B. mai 68 a été payant.

Productivité et boni

Mais dans tout cela, il n'est question que de rattrapage des prix. Si nous parlions un peu productivité ; qu'en dit le bilan ? Eh bien celui-ci semble particulièrement florissant et les millions s'amoncellent. Dans ce cas, les salariés vont-ils pouvoir en profiter ? Non, les bénéfices doivent servir à payer le déficit de Bordeaux, en attendant sa disparition complète voulue par Schneider avec la complicité de l'Etat. Et ce sont les métallos dunkerquois qui en font les frais.

Que proposent-ils donc en définitive pour 1969, les patrons ? 2 % en avril et peut-être 2 % en octobre, si les gars sont bien sages. Et c'est sans discussion possible. La réunion paritaire n'est plus qu'une pantomime destinée à sanctionner la loi du patron

avec la caution de l'inspecteur du travail.

Pour ce qui est des conditions de travail, il faut souligner l'importance du rôle joué par le boni. Faute d'être complètement intégré et de devenir ainsi un salaire garanti, son maintien en fait un appât, qui provoque des cadences de travail toujours plus grandes. Outre les disparités anormales des salaires qu'il entraîne entre les ouvriers de services différents, il faut ajouter les incidences sur la santé des travailleurs ainsi que toutes les occasions de brimades de la part de la maîtrise.

Et puis la journée de travail est toujours de 9 h 30 aux A.C.D.B. A la fin du siècle dernier on se battait déjà pour la journée de 8 h. On se bat toujours mais l'objectif est encore loin. Cette année encore, la négociation nationale a forcé la main du patron et a permis de lui arracher une nouvelle demi-heure au 1^{er} septembre. Mais les 40 heures si chèrement acquises en 1936 sont encore loin et à cette allure, si le rythme se poursuit, c'est bien un délai de 14 ans que le patron exige.

Nous avons noté les cadences nuisibles à la santé ; mais il n'y a pas que les cadences, la nature même du travail y contribue pour sa part largement.

Hygiène et Information

Bien sûr, il y a un comité d'hygiène, qui en principe doit veiller à tout ce qui peut porter atteinte à la santé. Mais quand on sait que, dans ce comité, le patron fait la loi et que les délégués ouvriers comptent pour du beurre alors on peut mesurer son impuissance. Les soudeurs et les peintres, notamment, en savent quelque chose.

Bien que l'ingénieur-conseil de la Sécurité sociale et l'inspecteur du travail aient été saisis de leurs problèmes ce fut sans résultat.

Là comme ailleurs, la voix du patron est toujours la plus forte. Que pèse, à côté d'elle et du profit, la santé des travailleurs ?

Les métallos ont aussi revendiqué le droit à la parole dans l'usine. Il ne semble pas que sur ce point aussi, sur ce point surtout, ils aient été compris. Bien sûr, il y a eu le droit syndical décroché suite à l'action de mai ; mais son application paraît malaisée, il y a déjà des accrochages, notamment pour les réunions d'information.

Ces messieurs de la direction déniaient aux travailleurs le droit de s'informer pendant l'horaire de travail ; et pourtant 1 heure par mois ça ne doit pas peser bien lourd dans le bud-



A.F.P.

get. Par contre, ce qu'ils refusent aux ouvriers ils l'accordent aux cadres. Quand ils tiennent une conférence, ce n'est pas une heure, mais une journée. Quand ils organisent un séminaire, ce n'est pas une heure, mais 6 jours. Mais si on leur dénie le droit de s'informer on leur dénie aussi le droit de parler. Et ce droit-là, ça possède un nom, ça s'appelle démocratie. Et c'est une chose inconnue aux A.C.D.B. Le patron et les chefs sont les maîtres absolus. Et il ne fait pas toujours bon, pour les ouvriers de dire ce qu'ils pensent. Dans ces conditions, il paraît difficile de parler de contrôle ouvrier, c'est un terme que d'ailleurs le patron récuse, car il remet en cause son autorité et sa tutelle.

En plus de cette tutelle omnipotente la direction a d'autres moyens pour saper la résistance ouvrière. Il nous faut d'abord dire un mot du travail en régie. Cette nouvelle forme d'esclavage moderne permet à des marchands d'hommes de vendre des travailleurs au chantier.

Bien entendu, ceux qui font l'objet de ce marchandage sont tenus à une servitude vis-à-vis de la maîtrise chantier qui les commande. Car autrement ils risquent fort d'être renvoyés à leur patron d'origine, qui peut très bien, suivant la demande de main-d'œuvre, les expédier dans d'autres régions. Pour les gars déplacés, c'est perdre tout le bénéfice de la prime de déplacement, contrepartie de leur aliénation. On voit tout de suite l'intérêt pour le patron et sa tranquillité d'embaucher des hommes en régie.

Cadres et mensuels non concernés ?

Un autre atout dans la manche de la direction : les cadres. Le patron a monté dans l'usine un système d'encadrement qui s'apparente en fait à un système de surveillance. Pour lui un chef n'a de valeur que s'il sait faire « marnier » l'ouvrier ou l'employé sous sa coupe. Avec un tel critère où la valeur professionnelle ne compte pas toujours, et la valeur humaine jamais, il a réussi à obtenir des cadres et une maîtrise à sa dévotion. Il y a certes des chefs valables aux A.C.D.B., malheureusement on ne les voit pas encore émerger. Et pourtant, c'est à ceux-là qu'il appartient d'assainir le personnel d'encadrement et de le réintégrer dans la classe ouvrière. Car, enfin, pour quelles raisons, les cadres tiennent-ils à constituer une classe à part ?

Pour défendre de soi-disant intérêts catégoriels ? Mais bien sûr, c'est par là que le patron les tient et les tient bien. Mais en fait, s'il est vrai qu'ils ont des problèmes distincts com-

me chaque catégorie de travailleurs, leurs véritables intérêts sont liés à ceux des ouvriers, à ceux des employés.

Et puis, il y a enfin le problème mensuel qui constitue un handicap sérieux pour le combat ouvrier aux A.C.D.B. A part un petit nombre qui collabore franchement avec le patron, les mensuels en majorité se bornent à assister en spectateurs à la lutte ouvrière comme s'ils n'étaient pas concernés. D'où vient donc cette attitude passive, pleine de dangers et néfaste pour les intéressés ? Les mensuels ont tout d'abord hérité d'un état d'esprit ancien qui les assimilait à une catégorie privilégiée très proche de la direction, ils s'appelaient alors collaborateurs et possédaient, outre le traitement mensuel, un certain nombre d'avantages dont quelques-uns existent encore de nos jours. Ils tenaient donc essentiellement à se démarquer des ouvriers. Avec l'accroissement des effectifs mensuels un nouveau brassage intervint avec des éléments venus des ateliers. Très vite, ils comprirent qu'aucune collaboration n'était possible avec des patrons capitalistes, et qu'il fallait lutter. C'est ce qu'ils firent pendant des années aux côtés de leurs camarades ouvriers. Cette lutte se tint tout d'abord dans le milieu dessinateur puis chez les techniciens et elle dura jusqu'au lock-out de 1964. L'instrument de division, ce furent les primes catégorielles ; confrontées avec les revendications générales, elles durent céder le pas et les mensuels lâchèrent. Pour les tenir plus sûrement le patron n'hésita pas à faire du chantage à la promotion. Il peut se permettre beaucoup de choses parce que les mensuels ont perdu tout sens de l'unité. Ils réagissent individuellement. Et pourtant, ils ont des problèmes qui méritent attention ; la promotion des jeunes est en cause. Les conditions de travail aussi. Qu'en pensent les dessinateurs avec leur matériel vétuste ? Les problèmes de retraite qui n'ont jamais été solutionnés — la classification à revoir pour certaines catégories — la prime d'activité dont la base de calcul est à réviser — et d'autres choses encore qui tiennent à cœur aux mensuels et qu'ils ne pourront résoudre qu'en retrouvant leur combativité et leur unité.

Quand il a en face de lui une force avec laquelle il faut compter le patron discute. Jamais autrement, car qu'on ne s'y trompe pas, c'est bien toujours le même patronat et les mêmes responsables de service ; ceux d'avant mai que les métallos dunkerquois ont en face d'eux. Ils continuent d'ailleurs toujours le même petit jeu, celui qui a provoqué l'explosion populaire. Ils affichent toujours le même cynisme et le même mépris des travailleurs. Eh bien, les travailleurs jugeront.

Après la Conférence de Moscou

Succès tactique des Russes

Succès politique des Italiens

Victor Fay

Du 5 au 17 juin, s'est tenue à Moscou la troisième conférence internationale des partis communistes, depuis la dissolution du Kominform en 1956. Elle a réuni les représentants de 74 partis. Deux de ces partis ne sont pas nommés pour des raisons de sécurité. On croit savoir qu'il s'agit des partis clandestins de l'Indonésie et des Philippines. Deux partis n'ont assisté à la conférence qu'à titre d'observateurs ; ce sont le P.C. cubain et le P.C. suédois de gauche. On a dénombré, en période préparatoire, 86 partis, sans tenir compte de quatre partis scissionnistes : israélien « maki », grec « intérieur », et deux partis indiens, l'un pro-maoïste, l'autre, pro-guevariste. Ces quatre partis ayant été écartés d'office, bien que plus influents que les partis officiels, il n'en reste pas moins 12 partis qui ont refusé de participer à cette rencontre : chinois, coréen, vietnamien, albanais et yougoslave qui sont au pouvoir, ainsi que, entre autres, le P.C. de Hollande à tendance « gauchiste » et le P.C. du Japon qui, malgré la rupture avec Pékin et le rapprochement avec Moscou, n'a pas voulu se faire représenter. Les Soviétiques peuvent donc affirmer que la rencontre, qu'ils ont patronnée, a réuni un nombre considérable de partis communistes, isolant les Chinois et les partisans de Mao. Leur succès tactique et de prestige n'est pas contestable.

Le document principal, qui vient d'être adopté, ne diffère que par des détails du projet que nous avons analysé ici. Il élude tous les grands sujets controversés, se borne à énoncer des généralités, passe sous silence aussi bien les problèmes tchécoslovaque que chinois, cherche à donner satisfaction à tout le monde sans rien régler ni résoudre. Là aussi, les Soviétiques ont bien manœuvré. Ils se sont engagés à ne pas attaquer les absents. Ils ont obtenu ainsi la participation des Roumains et des Cubains. Mais, si toute attaque contre Pékin a été écartée de la déclaration finale, de très

nombreux orateurs ont vivement critiqué le maoïsme, profitant du droit de libre expression, accordé d'avance à tous les orateurs.

Il était en effet malaisé d'interdire à certains d'attaquer Pékin pour ses activités scissionnistes alors que d'autres, il est vrai, bien moins nombreux, se sont permis de critiquer l'intervention des pays « orthodoxes » en Tchécoslovaquie. Brejnev, après Gomulka et Ulbricht, a donné le ton, en accusant la Chine de préparer une agression contre l'U.R.S.S. et en la menaçant des représailles nucléaires. Par ce biais la majorité des partis, présents à Moscou, ont été impliqués dans le conflit sino-soviétique. Malgré les réticences des Roumains, des Italiens et de quelques autres, cette majorité a condamné le maoïsme et s'est rangée du côté des Russes.

Une formulation ambiguë

D'ailleurs, le contenu du document principal, en fixant comme objectif essentiel la sauvegarde de la paix et le désarmement, entraîne indirectement le désaveu de la stratégie mondiale de Mao. Bien moins clair est le texte en ce qui concerne l'ingérence dans les affaires intérieures d'un parti en pays communiste. La formulation est à tel point ambiguë qu'elle permet une interprétation contradictoire ; en aucun cas le texte ne condamne l'intervention militaire en Tchécoslovaquie et ne prend aucune précaution pour empêcher qu'une telle entreprise puisse se renouveler.

L'équipe actuelle du Kremlin sort consolidée de l'épreuve. De cela à croire que les « libéraux » l'ont emporté dans son sein serait pour le moins excessif. La presse occidentale parle d'un tournant vers la libre expression parce que les journaux soviétiques ont rendu compte, avec une relative objectivité, des discours des différents minoritaires.

Le progrès est certain, il risque d'être passager. Ces discours ont été d'ailleurs noyés dans une avalanche de déclarations conformistes et leur abondance a rendu pratiquement impossible leur lecture attentive, sauf à des spécialistes et observateurs étrangers.

Le succès tactique des Russes les incitera plutôt à fermer rapidement le robinet des informations, qui a été ouvert à l'occasion de la conférence. Il nous paraît probable que le Soviétique moyen retiendra de cette rencontre davantage l'accroissement du prestige de l'U.R.S.S. que les rares objections que la presse et la radio ont laissé filtrer. Il ne faut donc pas s'attendre que, sur la lancée de la conférence, un cours nouveau plus « libéral » s'impose à bref délai en U.R.S.S. Nul signe d'un tel « dégel » ne se fait jour jusqu'à présent.

A court et même à moyen terme, les Soviétiques ont tiré le maximum de profit de cette conférence qu'ils ont préparée avec tant d'attention et d'efforts. Cependant l'habileté tactique des Russes n'a pas réussi à réduire au silence et à l'alignement les partis étrangers qui, après avoir condamné l'intervention en Tchécoslovaquie, ont posé, dans toute son ampleur, le problème des relations entre les partis et pays communistes et de leur indépendance non seulement tactique mais doctrinale.

Sur ce terrain et en dépit des pressions multiples, le résultat obtenu par les « orthodoxes » est beaucoup plus contestable. En effet, si le nombre des partis minoritaires a été assez faible, si leurs attitudes tactiques ont été très diverses, si les manœuvres de persuasion et d'intimidation ont été multiples, finalement les Soviétiques ne sont pas parvenus à imposer l'unanimité de façade à laquelle ils tenaient tant. Leur a bien fallu reconnaître que l'ère du monolithisme est close.



A.F.P.

Cette renonciation forcée au rôle dirigeant du P.C.U.S. n'implique ni l'abandon des influences que l'U.R.S.S. exerce toujours dans les pays et partis communistes, ni l'abandon du monolithisme à l'intérieur de chaque parti. C'est seulement en Yougoslavie, qui reste jusqu'à maintenant en marge de la grande famille communiste, et dans plusieurs partis d'Europe occidentale qu'on commence à admettre l'existence de fait, sinon de droit, des courants d'idées, puisque les tendances restent proscrites même dans les plus démocratiques d'entre eux. Le centralisme « démocratique » (en réalité bureaucratique) à la vie dure et son rétablissement en Tchécoslovaquie montre que, dans ce domaine, le point de non-retour n'est jamais atteint à coup sûr et que les « orthodoxes » feront tout leur possible pour éviter la « contagion » démocratique de la politisation des masses, quitte à se séparer définitivement des éléments irréductibles.

Ces réserves faites, l'attitude très ferme des délégués italiens confirme l'impression que pour certains une frontière a été franchie. Avec des précautions verbales et la souplesse tactique qui leur sont propres, les Italiens ont su maintenir intégralement leur point de vue. Ils n'ont approuvé que le chapitre trois de la déclaration portant sur la lutte contre l'impérialisme, chapitre qui ne préjuge aucune attitude doctrinale commune. Ils ont rejeté en revanche aussi bien les deux premiers chapitres, traitant de la situation internationale et des forces anti-impérialistes, que le quatrième chapitre consacré à l'unité d'action des partis communistes.

Ils ont considéré que l'analyse de la situation était à la fois superficielle et trop optimiste, qu'elle n'insistait que sur les faiblesses du capitalisme et ignorait de propos délibérés ses succès ainsi que les obstacles et difficultés que rencontre le mouvement communiste. Quant à l'unité d'action contre l'impérialisme, ils ont préconisé son élargissement à tous les partis de mouvements progressistes et de libération nationale. Ils ont obtenu que la conférence décide de réunir ultérieurement un tel rassemblement, sans que les communistes se réservent dans son sein un rôle dirigeant. Ainsi, grâce aux délégués du P.C. italien, la conférence a dû reconnaître implicitement que tout ne passait pas par les partis reconnus officiellement comme communistes.

L'évolution qui s'annonce

La prise de position des communistes italiens annonce, à plus long terme, une évolution, qui nous paraît inévitable, du mouvement communiste. Proclamer que l'unité de ce mouvement n'est possible que dans la reconnaissance de sa diversité signifie que tout modèle unique de l'édification socialiste et partant tout conformisme doctrinal sont désormais rejetés par plusieurs partis. Dans le sillage des Italiens, les Roumains, avec plus de discrétion encore, ont étendu cette notion de la diversité communiste des partis aux Etats où ils exercent le pouvoir, en mettant de cette manière en question le concept même — fort imprécis d'ailleurs — de la « communauté des pays socialistes ».

Il serait bien naïf de croire que les Soviétiques et leurs alliés « orthodoxes » vont s'incliner devant cette mise en question des dogmes dont ils réclament la paternité ! Ils s'efforceront de combattre la tendance à la diversification par tous les moyens dont ils disposent et ces moyens ne sont nullement négligeables. La présence des observateurs cubains, le silence prudent du P.C. vietnamien prouvent que nulle cloison étanche n'existe entre les attitudes de l'Etat soviétique et du P.C.U.S. et que nombreux sont les partis obligés d'en tenir compte.

Toutefois, la tendance paraît irrésistible. Si les Soviétiques sont parvenus à désintégrer le bloc minoritaire, c'est paradoxalement en raison de sa diversité. Il est évident que les attitudes tactiques n'ont pas toujours coïncidé avec les attitudes doctrinales. Les Italiens qui n'ont pas approuvé le document principal et les Roumains, qui l'ont adopté avec des réserves, sont pour l'essentiel sur les mêmes positions. Par contre, le P.C. de la Réunion, qui a voté avec les Italiens, s'en éloigne dans ses options et perspectives politiques. Le P.C. dominicain, peu important et peu connu, a pris une

position en flèche, parce qu'il a exprimé avec éclat les tensions qui existent entre les partis communistes officiels, hostiles à la lutte armée, et les nouveaux mouvements révolutionnaires, d'inspiration guevariste, dont l'influence augmente rapidement, malgré des échecs passagers.

Résumons-nous. Malgré l'absence des Yougoslaves et des Chinois, la diversification du mouvement communiste progresse rapidement. Une aile néo-réformiste domine en Europe occidentale et dans certains pays d'Europe orientale. Une aile révolutionnaire, qui oscille entre le castrisme et le maoïsme, cherche encore sa voie qui lui permettrait d'adapter sa théorie et sa pratique aux conditions de lutte dans les pays capitalistes développés.

C'est de son évolution, de son choix des moyens, de sa capacité d'animer et d'orienter un mouvement de masses d'inspiration démocratique et révolutionnaire, que dépend non seulement l'avenir du mouvement communiste, mais la réussite de la lutte solidaire du prolétariat mondial associé à tous les opprimés pour la réalisation du socialisme. □

A qui appartient l'Irlande

Gilbert Chantaire

Venant quelques mois après un référendum catastrophique qui n'avait cependant pas ébranlé le régime, les élections en république d'Irlande ont confirmé le gouvernement de M. Lynch. Le « Dail » (Parlement) retrouve exactement la même composition qu'avant la dissolution du 22 mai. Le parti gouvernemental « Fianna Fail » conserve sa majorité absolue et gagne même un siège.

Sur le terrain électoral, c'est une évidence, rien ne bouge. La « bataille » se joue entre des partis conservateurs **Fianna Fail**, **Fine Gael** et le parti travailliste. Ces partis ont des liens organiques étroits avec ceux d'Irlande du Nord. Comme on le voit aucune force socialiste n'est présente dans la lutte. Les travaillistes sont ici un peu plus roses qu'en Angleterre et sont empêtrés, au Nord, dans des problèmes de frontières.

Depuis bientôt un an l'ordre qui régnait sur l'Irlande du Nord est troublé. Le mouvement des « Droits Civiques » s'est considérablement développé et le **Derry Housing Action Committee** (comité d'action du logement à Derry) a joué le rôle

de détonateur. Aujourd'hui grâce à cette agitation des catholiques du Nord on remarque un très net renouveau de conscience politique au Sud. Cette lutte du Nord est de plus en plus ressentie comme exemplaire. Elle doit montrer à la population de l'Eire qu'elle est aussi dépendante que celle de l'Ulster. Il reste que pour mener cette bataille les partis ou organisations politiques existants sont totalement dépassés. Leur principale fonction est la récupération et le détournement des aspirations populaires vers un nationalisme outrancier.

Après Pâques 1916 et l'échec de la tentative d'instauration d'une république socialiste (avant la Russie) le mouvement ouvrier a été brisé. La longue guerre civile, l'élimination des révolutionnaires et le détournement de leur lutte vers l'établissement d'une république bourgeoise ont permis de redistribuer les forces politiques selon les vieux critères ethniques et religieux. Depuis un an les luttes se sont radicalisées, la majeure partie de la classe ouvrière a participé aux nombreuses grèves des derniers mois. Pourtant au niveau

parlementaire rien n'a changé. Le nationalisme, l'emprise de la religion, le fanatisme constituent des obstacles pour tout mouvement se réclamant du socialisme.

Le rôle de l'arme secrète

La lutte se mène donc en dehors de la légalité. Ces forces vont du **Sinn Fein**, vieux mouvement de masses, aux groupuscules en passant par le parti communiste qui en est un aussi. Le Sinn Fein a une vieille tradition socialiste. Au XIX^e siècle il participait au développement du mouvement ouvrier européen et français (rapports Blanqui Stephens entre autres). Les socialistes du Sinn Fein dénoncèrent la guerre de 1914. Après la victoire des partisans d'une révolution bourgeoise comme De Valera, les Sinn Feiners ont cherché à poursuivre la guerre d'indépendance à son terme et à établir un gouvernement ouvrier. Comme aujourd'hui, ils déclarèrent alors : les libertés politiques ont été obtenues en 1921 mais l'unification n'est pas réalisée et l'indépendance obtenue est un leurre sans indépendance économique.

Par l'intermédiaire de l'armée secrète (Irish Republican Army) le Sinn Fein poursuit une politique de violence. Les 2.000 hommes de l'I.R.A. se livrent à des actions exemplaires avec explications à la population. Rien n'est détruit sans distribution de tracts. Les actions sont menées contre les exploiters du capitalisme international qui se livrent actuellement à la « mise en valeur » de la République irlandaise. L'économie passe lentement sous le contrôle de grandes puissances financières. L'I.R.A. lutte contre les achats de terres. L'activité de l'armée secrète connaît un certain regain à l'heure actuelle mais les conditions de lutte sont plus difficiles que jamais. La répression est dure, la police politique est nombreuse. Entre 1957 et 1962 une guérilla s'était implantée en Irlande du Nord. Elle a été un échec en raison de l'attitude du gouvernement de Dublin. Sous les pressions anglaises, Dublin a bloqué l'effort de l'I.R.A. au Nord. Alors qu'il avait toujours manifesté auparavant une attitude de neutralité.

Ce qui montre à quel point la République Catholique Irlandaise est indépendante ! Le nationalisme des partis bourgeois est limité. De plus, à Dublin et à Belfast on se trouve du même côté pour réprimer lorsque quiconque remet en cause la nature du pouvoir.

Les choses sont désormais claires. Pour réaliser l'unification, il faut lutter au Sud et au Nord, ce que fait l'I.R.A. La collaboration avec la bourgeoisie nationale a fait faillite. Il faut « libérer » les deux Irlandes en même temps.

L'objectif est donc la destruction du capitalisme et de l'impérialisme. Les « socialistes » anglais sont traités de néo-colonialistes.

Une grande campagne est menée actuellement dans **The United Irishman** organe du Sinn Fein sur le thème « Who owns Ireland ? » (à qui appartient l'Irlande ?). Elle montre que 60% de l'économie du Nord sont contrôlés par le capitalisme international. Mais au Sud on arrive à grands pas au même pourcentage, déjà près de 50%. Les secteurs essentiels de l'économie sont sous contrôle anglais pour les activités traditionnelles et américain principalement pour les secteurs modernes comme la pétrochimie par exemple. Devant de telles évidences économiques on voit qu'il n'existe aucune différence entre les deux Irlandes. La lutte est unique.

La faiblesse de cette opposition républicaine est encore un certain penchant nationaliste qui s'estompé avec l'arrivée de jeunes militants plus farouchement socialistes et hostiles à tous les compromis. Il reste qu'il règne une certaine confusion idéologique. La nature du socialisme désiré est bien mal définie. Le mouvement républicain s'implante maintenant sur tous les terrains de lutte. En milieu étudiant, depuis trois ans, avec le **Republican Club** et chez les jeunes travailleurs avec les **Connolly Youth Movement** plus marxiste que le Sinn Fein et proche des communistes orthodoxes. Les rapports avec le parti communiste orthodoxe (Irish Workers Party) s'améliorent et il existe une collaboration. Au Nord, le P.C. semblerait accepter la partition ! Ce qui le met en retrait du mouvement républicain lui-même.

Les groupuscules

A côté de ces « bourgeois radicaux » et de ces « révisionnistes », s'est développé un courant révolutionnaire de type nouveau : les groupuscules. Le plus important est l'I.C.O. (Irish Communist Organization), marxiste-léniniste. L'I.C.O. s'oppose aux **internationalistes** (maoïstes) qui sont des étudiants la plupart du temps étrangers (Anglais), farouchement attachés aux dogmes ils sont considérés comme des « pseudo-révolutionnaires ». Les trotskystes à la différence de l'I.C.O. s'opposent à toute forme de collaboration avec le mouvement républicain.

L'unité de ce courant « gauchiste » encore faible s'opère au sein de mouvements de masses. Ils sont présents au **National Civil Liberties League** qui lutte contre les lois répressives dans les comités du logement, surtout à Dublin où la moitié de la population vit dans des taudis. De grandes manifestations ont eu lieu avec occupation d'immeubles neufs. Enfin ils participent au **Trade Union Right Committee**, sorte de syndicat « parallèle » extérieur aux entreprises et dont la mission actuelle est d'empê-

cher la mise en application de lois syndicales qui parachèveraient l'intégration des syndicats dans l'entreprise.

L'explication politique

Cette nouvelle opposition qui lutte à côté de l'ancienne a un immense rôle à jouer. Elle doit faire progresser le niveau de conscience des masses. Elle dénonce clairement la situation de l'île.

Entre les deux Irlandes il existe une différence de statuts politiques, non fondamentale. Le capitalisme international fait main basse sur l'ensemble du pays, il n'y a donc qu'un seul et même combat anti-im-

périaliste, anticapitaliste. La bourgeoisie nationale est complice. La spécificité irlandaise est un mythe petit-bourgeois et l'étape de la souveraineté nationale est donc condamnée. Les forces de l'immobilisme s'appuyant sur la querelle religieuse sont ouvertement dénoncées. Le travail de démystification a commencé. L'Irlande du Nord est artificiellement divisée sur une base religieuse et non sur une base de classe (la propagande bourgeoise s'emploie avec ardeur à créer cette « division » ; il suffit de lire la presse française sur ces problèmes). Le problème est d'unir la classe ouvrière catholique et protestante.

L'Irlande indépendante ne peut être que socialiste et unie. □

LIBRAIRIE T.S. (ouverte de 9 h à 19 h sans interruption ; le samedi, de 9 h à 12 h).

EDITIONS DU SEUIL

— LES POLICIERS PARLENT, de Michèle Manceaux	16,00 F
— LES COMMUNISTES FRANÇAIS, d'Annie Kriégel	7,50 F
— LA C.G.T., d'André Barjonet	4,50 F
— INTRODUCTION A UNE POLITIQUE DE L'HOMME, d'Edgar Morin	4,50 F
— HISTOIRE DE LA REVOLUTION RUSSE de Léon Trotsky (2 tomes)	19,00 F
— LA CRISE DU FRANC, de V. Volcouve	6,00 F
— LE P.S.U., de Michel Rocard	4,50 F
— DEVELOPPEMENT ET SOCIALISME, de René Dumont	24,00 F
— LE JAPON : 3 ^e GRAND, de Robert Guillain	24,00 F
— LA FARCE ELECTORALE, de Krivine	5,00 F

EDITIONS MASPERO

— A.B.C. DU COMMUNISME (2 tomes), de Boukharine	12,30 F
— PLANIFICATION ET CROISSANCE ACCELEREE, de Ch. Bettelheim	6,15 F
— LE PILLAGE DU TIERS MONDE, de Pierre Jalée	6,15 F
— ROSA LUXEMBURG : Œuvres 1 et 2 (2 tomes)	12,30 F
— DEMOCRATIE ET CONSEILS OUVRIERS, de M. Adler	9,90 F

EDITIONS ANTHROPOS

— L'ECONOMIE MONDIALE ET L'IMPERIALISME, de N. Boukharine	15,00 F
— LA THEORIE DU MATERIALISME HISTORIQUE, de N. Boukharine	20,00 F

CENTRE D'ETUDES SOCIALISTES

— LES PROBLEMES DE LA PLANIFICATION SOCIALISTE	12,00 F
--	---------

EDITIONS PLON

— J'EN APPELLE A 100.000 HOMMES, de Jean Coin	18,00 F
---	---------



**LIBRAIRIE
TRIBUNE SOCIALISTE
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e C.C.P. 58 26 65**



INEMA

L'Heure des brasiers (suite)

Jean-Paul Fargier

Vu l'importance objective de ce film, vu l'intérêt qu'il suscite chez la plupart des camarades, vu l'usage que beaucoup de militants veulent en faire, nous pouvons revenir sur « L'Heure des brasiers » et prolonger les quelques remarques que nous faisons la semaine dernière.

Que des sections décident des distributions de tracts pour signaler dans leurs quartiers l'intérêt de ce film, que des militants aillent individuellement ou en groupe au Studio de la Harpe pour prendre part aux prises de parole que le film inclut dans son propre déroulement, cette nouvelle pratique du cinéma semble directement liée aux qualités spécifiques du film de Solanas. Car il est impossible de le voir comme on voit les autres films. L'esthète décadent est frustré. Il s'en va en claquant la porte ou il se venge en écrivant un article fielleusement déçu. Voir, à ce sujet, la critique de Chapiro (« Combat » du 23 juin). Comme on comprend que celui qui n'a su parler des Black Panthers qu'en termes folkloriques et en images dillettante (« L'Été américain ») n'arrive pas à suivre la puissance même du discours de Solanas et ne voit dans le bouillonnement d'une dense analyse qu'un « torrent de phraséologie » !

L'esthète reste sur sa faim et ne trouve un intérêt que dans le « contenu », car enfin il est aussi « révolutionnaire » ! Mais comment devant ce film faire cette distorsion bourgeoise forme contenu : un film n'a d'autre

sens que sa forme, que sa structure. Ce qui fait que le sens de ce film est révolutionnaire c'est justement sa forme, c'est-à-dire la démarche matérialiste historique et dialectique de son discours. Matérialisme historique et dialectique appliqué au champ cinématographique. Car la situation concrète (celle de l'Argentine) est analysée avec les instruments spécifiques du cinéma matérialiste. Comme cela n'est probablement pas évident, quelques exemples détaillés sont nécessaires pour rendre visible, lisible la perfection efficace des formes utilisées.

La structuration dialectique de l'analyse se lit dans les rapports tenus entre bande-image et bande-son : s'y étalent les contradictions de la situation économique, politique et sociale de l'Argentine. Ce qui est capital c'est que le film par son déroulement inclut le spectateur dans les termes du rapport, donc dans les contradictions, donc dans les possibilités de résolutions de ces contradictions. Le film ne s'adresse au spectateur que pour le transformer en acteur de l'Histoire devant lui et autour de lui déroulée. A cela chaque chapitre du film peut servir d'exemple. Avant d'en prendre une en particulier, établissons le schéma général des différentes figures utilisées par le discours de Solanas. Ces figures proviennent des nombreuses combinaisons possibles de l'image et du son.

L'image contient :
— des cartons énonçant les propositions théoriques né-

cessaires à l'analyse des contradictions étalées et à leurs solutions. Ce ne sont pas des slogans, ce sont des axiomes ;

— des documents (l'histoire, le pays, l'actualité, la violence quotidienne, etc.), donnant à voir un certain nombre de superstructures ;

— des tableaux de chiffres, de statistiques, de pourcentages.

Le son comprend :

— des superstructures sonores : opéra, discours de la bourgeoisie, musique yankee ou air de flûte du pays ;

— un rythme quasi continu marqué par une percussion : c'est le battement de cœur de l'analyse ;

— l'analyse enfin de ces superstructures, c'est-à-dire leur mise en rapport avec l'infrastructure économique du pays en question. Cette analyse se fait à coup de commentaire de l'auteur.

Regardons fonctionner ces combinaisons dialectiques dans n'importe quelle séquence. Celle par exemple intitulée : « la Violence quotidienne ».

La première partie est faite d'images de gens courant dans les rues vers leur travail, d'ouvriers en usine devant leurs machines, de mineurs casqués. Le film exaspère le bruit de la rue, le bruit des machines, la lumière aveuglante des casques, ou le fracas des machettes s'abattant sur les cannes à sucre. Puis des chiffres viennent expliquer rationnellement cette situation. Le commentaire relie

cette violence à d'autres : les conditions déplorables de l'hygiène, la sous-alimentation, la mortalité infantile, les naissances illégitimes, les maladies, l'analphabétisme, les bas salaires. Le commentaire ne fait qu'élucider intellectuellement la réalité de ce reflet qu'est l'image projetée. Après la démonstration de toutes ces misères et la démonstration de leur origine économique-sociale, une troisième partie formule la contradiction à l'état de paradoxe : sur des images de taudis, de prostitution et de pauvres clients saisies en un mouvement multi-panoramique, on entend un classique du Bel Canto local vociférant la grandeur du pays comparée à celle d'un aigle.

Cette composition tripartite se retrouve à tous les moments du discours de Solanas. Ce n'est pas une figure de style, c'est le mouvement même de la mobilisation : constat, analyse, synthèse. Le troisième moment est celui où l'analyse est dépassée par une vision claire, simple du schéma de la contradiction et de ses possibilités de résolution par la praxis. Le troisième moment est donc celui où on mobilise volonté et sensibilité pour la praxis ; une telle mobilisation n'étant durablement possible et solide que parce que la phase précédente l'a étayé intellectuellement, théoriquement. En cette troisième phase donc, théorie et pratique révèle leur naturelle coexistence et complémentarité.

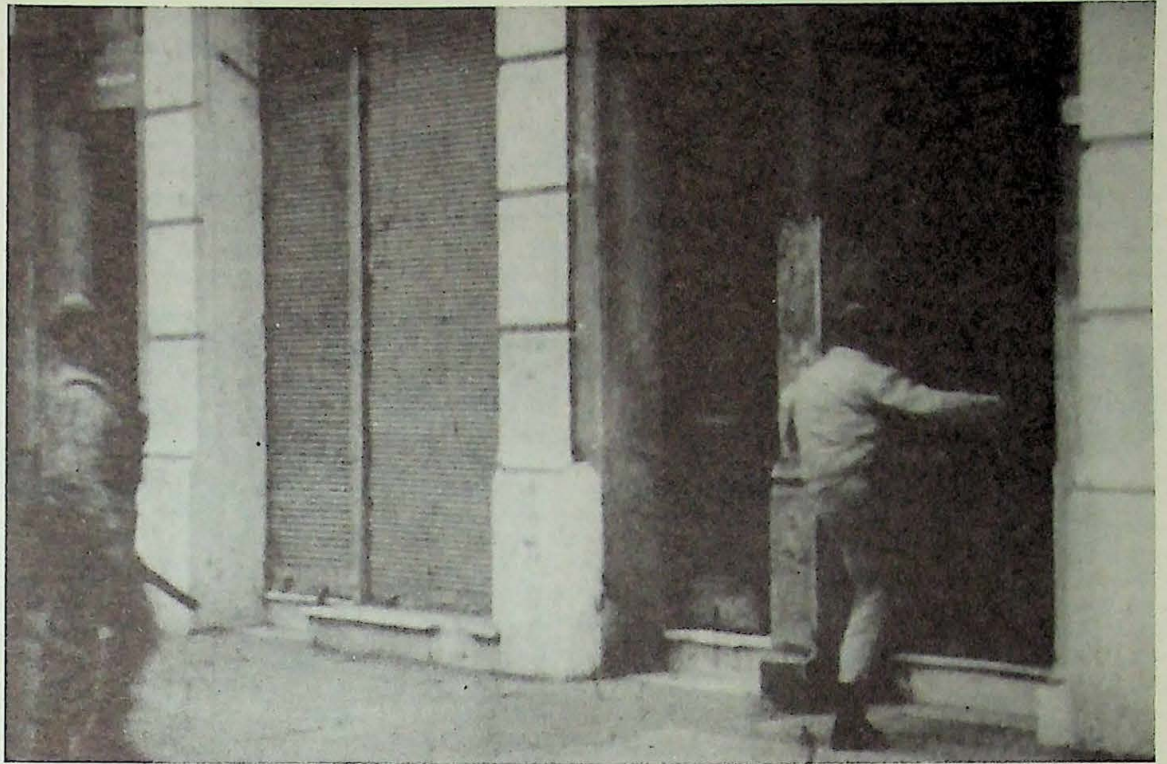
Le procédé rhétorique du film : ce va-et-vient inces-

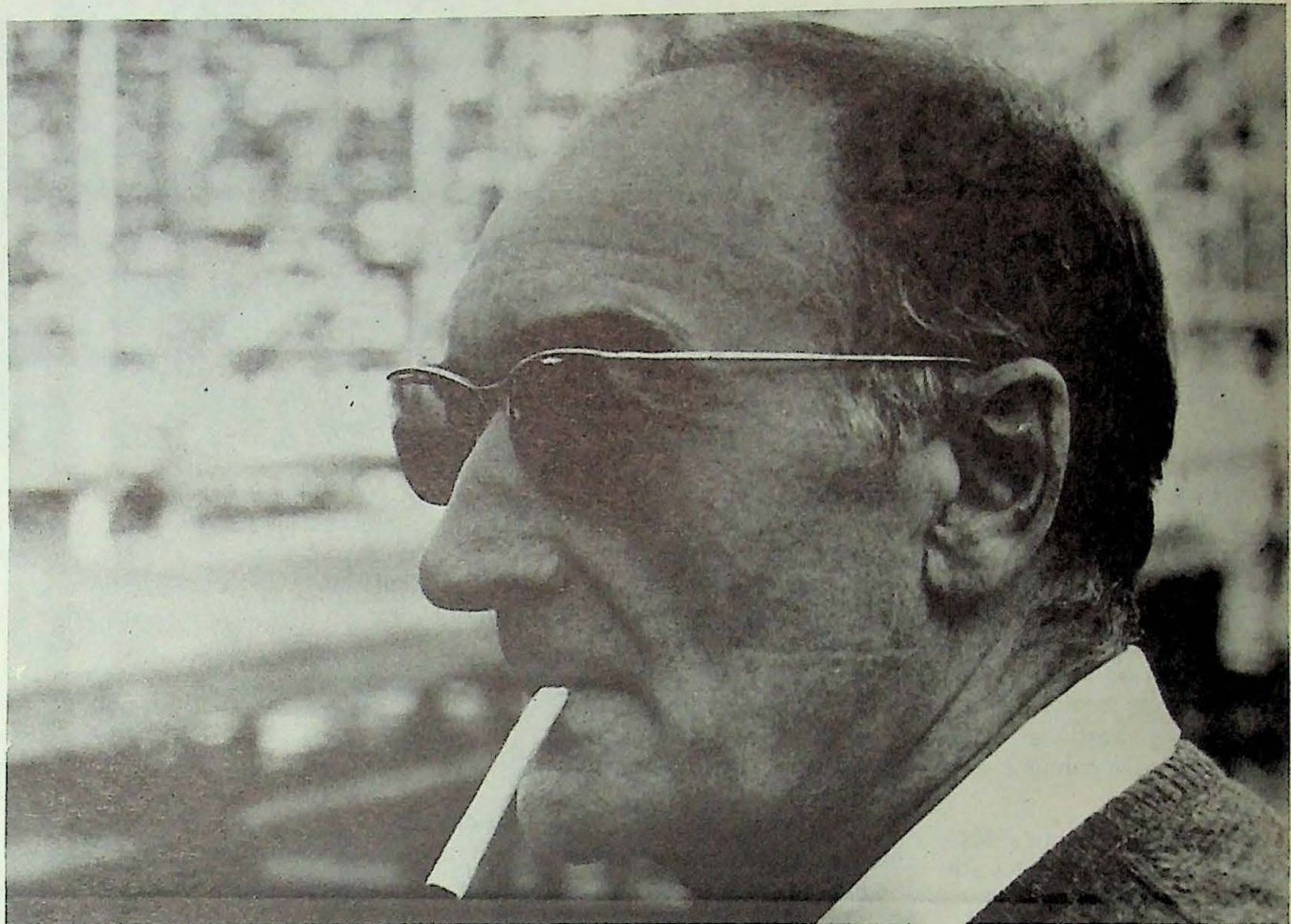
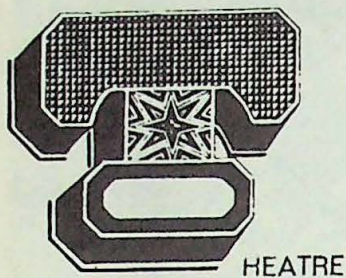
sant et de plus en plus abstrait entre les superstructures et les infrastructures a pour but en effet de les rendre insupportables, intellectuellement et physiquement, les unes à cause des autres et vice versa. Et puisque ce va-et-vient se produit dans le champ cinématographique peut-être aura-t-il entre autres conséquences celle de nous rendre méfiant envers tout film qui prend la politique pour sujet de façon idéaliste et bourgeoise et non de façon matérialiste historique et dialectique comme ici. On retombe par là sur l'une des lignes de force du film : dans une société de classes, l'objet culturel est un objet idéologique de classe. Le film de Solanas en est la démonstration actuelle la plus achevée.

Bien d'autres remarques pourraient être faites encore sur la forme de ce film. Il n'est pas dit qu'elles ne le soient pas un jour et bientôt tant il est vrai que désormais nous avons à tirer d'immenses leçons de ce film-cathédrale (parce que anonyme comme les édifices gothiques, œuvres de tout un peuple).

Il y a aussi à parler des propositions de lutte qu'il fait et de son analyse de l'actuel mouvement péroniste. Cela sera fait.

Sur toutes ces questions (cinéma politique militant et lutte anti-impérialiste) nous souhaitons recevoir de nombreuses lettres qui pourraient faire l'objet d'un dossier sur la pratique du cinéma militant. □





Pic

Avignon 68

Avignon 69

Dominique Nores

Claude Roy rappelle que Vilar a appris chez Dullin, selon sa propre expression, que le « théâtre doit être animé de l'esprit de contestation permanente » (1). Esprit de contestation que ceux qui le font y introduisent eux-mêmes, certes, mais pourquoi pas aussi contestation du dehors, acceptée comme vivifiante ? Etre contesté, c'est encore une façon d'être vivant. En mai dernier, personne n'a songé à remettre en question ni la Comédie-Française, ni le Louvre. Ils étaient ce qu'ils étaient, des lieux où les œuvres du passé dorment en paix. Si Avignon est apparu au contraire, ce même été, quand la police eut fermé les Universités, comme le lieu où continuer à contester activement les formes de notre civilisation, c'est que, lieu de rencontre unique en France, le Festival fait encore partie de notre présent. Mais pour combien de temps ?

Réduit à la défensive, Vilar n'a songé, l'an dernier, qu'à s'engouffrer sous le tunnel. Il lui fallait — sans céder — laisser passer le temps du Festival. Le temps de la réflexion solitaire, le seul qui lui ait jamais permis de se trouver, viendrait après. Ainsi ramenait-il la voile, louvoyait-il pour aller droit. « L'expansif, dit Claude Roy, n'est pas son fort. Mais

plutôt la fierté et cet orgueil matois, cette noblesse finaude, cette générosité rusée des rois, des contrebandiers catalans, des fermiers d'autrefois... S'il lui est arrivé deux ou trois fois de donner la sensation de se briser, c'est toujours après la bataille en contrecoup. »

Du tunnel de juillet dernier et de la bataille livrée à tâtons, Vilar est sorti plus vieux, mais collant davantage à ce qu'il est vraiment, avec cette tristesse, mais aussi cette ironie sur soi au fond de l'œil. Si, dès le mois d'août, ce qui témoignait d'une activité sans précédent, les services du Festival ont cherché, en communiquant à la presse, six mois plus tôt que de coutume, les résultats de sa XXII^e manifestation, à se faire donner un vaste satisfecit (plus de monde que jamais, et un immense triomphe Béjart), il faut beaucoup compter à Vilar que de satisfecit, lui, il ne s'en donne pas. La minute de vérité, qui a duré pour lui un hiver, l'a ouvert au point de vue de l'adversaire mieux que les oppositions sur le terrain n'avaient pu faire. On peut se demander pourtant quelle force peut avoir sa lucidité nouvelle à la tête d'une entreprise dont il est le promoteur certes, mais dont l'évolution lui échappe.

Que reproche-t-on au Festival d'Avignon ? (J'écarte la pre-

mière objection : il n'est pas « populaire ». Aucune manifestation culturelle en France ne l'est). Mais surtout, il est sans attache avec une région qu'à aucun moment il ne fait vivre de la vie de l'esprit. Parachuté, il fournit à quantité des gens jeunes pour la plupart, l'occasion de ne pas choisir eux-mêmes, authentiquement, leur loisir d'été.

Venir à Avignon, quoi qu'on joue (2), est une forme du confort intellectuel. Du confort tout simple, également l'entreprise de vacances, culturelle ou non, organisée par des services commerciaux, favorisant dans l'homme moderne son ennemi insidieux, l'esprit de passivité.

Actuellement, les circuits sont établis et la machine tourne, quelles que soient, bon an mal an, ses chances artistiques. Peut-on sérieusement imaginer que si Vilar, touché par la grâce de la contestation, entendait remettre lui-même son œuvre en question, la municipalité d'Avignon le soutiendrait ? La composition de son conseil (3) ne fait pas d'elle la fille aînée de l'audace. Elle l'a montré, l'été dernier, en s'abritant dès les premières escarmouches derrière la grande force immobilisatrice du P.C. D'ailleurs, si le Festival ne rapporte rien à la municipalité, le fait qu'au cours de l'an-

née, au moyen du centime additionnel et de la taxe locale, elle peut équilibrer ses comptes, prouve que les particuliers au moins, profitent du Festival tel qu'il est. Quant au département, sa religion est faite : Avignon ne sera pas la « poubelle » du Vaucluse, ce qui signifie que le Living Théâtre, ou une autre troupe qui, comme lui, situerait son art loin de tout code social des bienséances, n'y a plus droit de cité.

Le but du Festival en est indiqué clairement par le député UDR : « Eclairer le monde culturel des plus hautes valeurs artistiques françaises » par une manifestation d'une « valeur incontestable. »

Or, il est manifeste que le Festival n'a pas les moyens, ni de cette politique, ni même de celle qui est la sienne depuis plusieurs années. Il augmente sans cesse le nombre des lieux de jeu et s'ouvre à de nouvelles disciplines artistiques : cette année, la peinture et la sculpture, qui s'ajoutent au théâtre, à la danse, à la musique et au cinéma. Ce n'est possible que dans certaines conditions qui pèsent sur l'organisation des spectacles et orientent la manifestation dans son ensemble. On peut les résumer ainsi : importance donnée au rentable (Béjart occupera pendant un mois le Palais

des Papes), nécessité de s'assurer une aide financière et la bienveillance des puissances d'argent (l'O.R.T.F. prend les spectacles musicaux à sa charge. Quant à l'exposition *L'œil écoute*, elle ne peut avoir lieu que parce que les marchands de tableaux, intéressés par la mise en contact des artistes qu'ils « protègent » avec un vaste public, s'y sont montrés favorables.)

Jeu serré, quand on est contraint de jouer seul. C'est le cas du théâtre, dont nous savons qu'il ruine les troupes qui acceptent de passer à Avignon. Au lendemain de *Bleu Blanc Rouge*, Planchon a dû renoncer à la série des représentations parisiennes au cours de laquelle il devait montrer *Bérénice*. Le moyen facile de n'être pas trop déficitaire pour les jeunes troupes qui, néanmoins, se partageront le Cloître des Carmes, c'est de proposer aux comédiens des contrats de négriers (4) : ils acceptent d'être sous-payés ou renoncent à jouer. Peut-être tout ceci est-il nécessaire. Il n'en est pas moins vrai que les rançunes s'amoncellent.

Vilar connaît cette situation mieux que tout autre, et, n'était la bienséance (il parle presque toujours en public au côté des « autorités » d'Avignon), il la dirait clairement. On est d'au-

tant plus surpris d'apprendre que « l'organisation du Festival » d'Avignon prend la précaution cette année de faire diffuser par une « agence d'information », avec laquelle elle a conclu un accord, des articles « critiques » sur les différentes manifestations. Faut-il penser qu'après l'avoir chassé des rues, on veut opposer à l'esprit de contestation des antidotes par le moyen de la presse ? Et devons-nous imaginer qu'il y a une conduite personnelle de l'« Organisation du Festival » et une vérité de Vilar ?

Comme les années précédentes, le Festival a dans son jeu, cette année, des chances solides : Béjart, dans la Cour d'honneur, reprendra **Roméo et Juliette** et **A la recherche de**, et créera **Les quatre fils Aymon**.

Quatre créations dans le domaine du théâtre musical, des concerts essayant sur toute la région, Dubuffet, Matta, Singier, Pol Bury, Stahly... présents à Avignon. Mais le vrai problème n'est pas là. Le vrai problème est de savoir si Avignon peut redevenir créateur, c'est-à-dire influencer puissamment sur les formes d'art qu'il suscite ou si, l'invention s'y étant tarie, il n'est plus que le lieu où sont montrées des manifestations préparées ailleurs et présentées toutes constituées, prêtes pour la digestion intellectuelle des foules.

Il y a un choix à faire entre le travail en profondeur qui s'adresse dans l'homme à ce que les formes sociales étouffent, et ces formes sociales mé-

mes (un festival en est une), qui balottent l'individu entre des réalisations plus ou moins heureuses et abouties de l'art, sans insuffler en lui le désir de sortir de ses limites, sans lui ouvrir où qu'il mène, contestataire ou pas, tout le champ de l'expérience humaine. Un festival plus épris de « qualité française » que de l'invention, plus sensible au vent de la renommée qu'à celui qui plaquait jadis les tissus sur les corps (cape du Cid, d'Octave, de Lorenzaccio, robe sombre d'Antigone) et qui était partie intégrante de la grande fête du Théâtre, pourrait sans doute durer — n'importe quel entrepreneur en spectacles s'en chargerait. Il ne saurait plus être l'affaire de Vilar, et ne nous concernerait plus.

(1) Jean Vilar par Claude Roy (Seghers éditeur).

(2) Les programmes ont presque toujours été publiés tard. Actuellement ceux du Cinéma ne nous ont pas encore été communiqués. Il n'est pas certain d'ailleurs que l'audience varie avec les programmes.

(3) Un tiers F.G.D.S., un tiers modérés, un tiers diverses droites, et quelques représentants des nombreux rapatriés d'Algérie.

(4) Je me suis laissé citer ces chiffres proposés par Jean Louis Thomin : le comédien défrayé c'est-à-dire nourri à la cantine et logé au dortoir, pendant la période des représentations toucherait pour six soirs de représentation, six fois soixante francs, plus quatre cents francs par mois de répétitions, soit : $400 F \times 2 = 800 F + 360 F = 1160 F$ pour deux mois de travail.

bibliothèques et les fêtes arrivent en tête, mais que la préférence va aux activités de loisirs et de plein air : c'est l'évasion qui est recherchée. « Cette attitude, écrit l'ADELS, est largement la conséquence, chez les salariés des entreprises d'un refus de la « culture » traditionnelle, de la culture bourgeoise. Loin de nier cette attitude, les responsables de l'action culturelle doivent s'y adapter. »

Des analyses détaillées sont consacrées à un certain nombre d'activités particulières, par exemple aux vacances d'adultes, aux activités sportives et de plein air, aux congés culturels, aux rapports avec les troupes théâtrales, aux bibliothèques. Ces analyses montrent clairement combien les dispositions législatives sont insuffisantes, et aussi souvent combien elles sont peu utilisées.

Si l'on prend au hasard le chapitre consacré aux congés éducation, l'enquête postale de l'ADELS nous apprend que dans 70 % des établissements, aucun travailleur n'a bénéficié, en 1964, des facilités accordées par la loi de 1957. Parmi les établissements où ces avantages ont été accordés, dans 82 % des cas, le nombre des bénéficiaires était inférieur à 9, dans 9 % des cas il était compris entre 10 et 19, et dans 9 % entre 20 et 49. Et l'enquête par questionnaire révèle que, dans la moitié des cas, le comité d'entreprise est le seul à intervenir dans le financement des stages de formation.

En ce qui concerne les équipements, l'enquête postale de l'ADELS permet de dresser le tableau suivant :

% d'entreprises équipées de :

Terrains de sports	30
Salle de sport	2
Maison ou centre de vacances	12
Salle pour fêtes et activités culturelles	10
Salle d'exposition	4
Bibliothèque	14
Discothèque	2
Labo-photo	2
Salle pour groupes et réunions	20
Foyer de jeunes	4

A tous les niveaux, **Correspondance Municipale** dont le dossier est illustré de photos et de tableaux, rappelle brièvement ce que permettent les textes législatifs et réglementaires, note ce qui est effectivement fait, et présente de très utiles propositions d'action aux militants et animateurs.

Par ailleurs, la revue nous permet de connaître l'opinion des responsables des comités d'entreprises, des dirigeants patronaux et syndicaux. En ce qui concerne le rôle des militants syndicaux, il est intéressant de noter que les trois-quarts d'entre eux estiment qu'ils ont, à un degré ou à un autre, à intervenir dans l'animation culturelle :

Comment les syndicalistes conçoivent-ils leur rôle dans l'animation culturelle ?

- Absence d'information : 8 % ;
- Ils ne devraient pas intervenir : 17 % ;

- Ils ont un rôle d'information auprès des travailleurs : 13 % ;
- Ils devraient participer « comme tout le monde » : 13 % ;
- Ils ont un rôle d'orientation et de contrôle des activités : 37 % ;
- Ils ont un rôle d'organisation : 12 % ;
- Ils ont un rôle d'animation (au sens strict) : 8 %.

Il est d'ailleurs intéressant de noter, sur certains points, des différences de conception significatives entre militants syndicalistes appartenant à des centrales différentes. Ainsi, la majorité des militants de la C.G.T. interrogés estiment « normal » que, les directions des entreprises financent les dépenses de fonctionnement des associations sportives d'entreprises, alors que la majorité des militants de la C.F.D.T. trouvent cela « anormal », tout comme ceux de la C.G.C. — mais bien sûr pour des raisons radicalement différentes puisqu'un délégué C.G.C. explique : « Non, c'est pas normal, on ne peut pas faire payer n'importe quoi aux patrons, n'importe où ; nous, les industriels on est assez surchargés comme ça », alors qu'un délégué C.F.D.T. explique : « C'est anormal car on s'attache une fois de plus à la direction, l'influence de l'entreprise doit s'arrêter à la machine ; il ne faut pas faire comme Michelin. »

Il est impossible de citer ici tous les aspects de ce dossier. Signalons quelques pages fort instructives sur le finance-

ment des activités culturelles dans l'entreprise. Le dossier de l'ADELS s'achève par ailleurs sur des « suggestions pour l'action », qui méritent d'être étudiées en détail. Elles concernent notamment les structures institutionnelles (existence d'un C.E. dans toutes les entreprises employant 50 salariés au moins, obligation de verser à chaque C.E. une contribution, prise en charge effective par les C.E. de toutes les dépenses sociales et liberté pour eux d'en disposer, contrôle par les C.E. de toutes les associations chargées dans l'entreprise de la promotion des activités de culture et de loisir, reconnaissance par les Pouvoirs publics de la part de responsabilité incombant aux C.E. dans toute politique de développement culturel), mais aussi des propositions précises concernant l'information, la formation et les modes de gestion dans le cadre des C.E.

Ce numéro spécial qui invite à la discussion et à la confrontation, permet en tout état de cause de faire avancer la réflexion sur le fond. Ici comme dans nombre d'autres domaines, il s'agit en effet, comme aime à la dire Michèle Legendre, de « sortir des rêves pour regarder la réalité concrète. » □

(1) Les commandes sont à passer à l'ADELS (Association pour la Démocratie et l'Éducation Locale et Sociale), 94, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris (6^e). Préciser : **Correspondance Municipale**, n° 93-94 (décembre 1968, janvier 1969). Le numéro 5 francs.

Revue

Le rôle culturel des comités d'entreprise

Gilbert Hercet

Seules « les exigences de l'actualité » comme on dit, m'ont empêché de signaler jusqu'ici aux lecteurs de « T.S. » un important numéro de l'excellente revue de l'ADELS, **Correspondance municipale** consacré aux activités de culture et de loisir dans l'entreprise et au rôle du comité d'entreprise en la matière (1).

Il s'agit d'un dossier de synthèse, rassemblant notamment trois enquêtes réalisées en 1965-1966 par une équipe placée sous la responsabilité de Bernard Miege et Michèle Legendre, et consistant en une enquête par questionnaires auprès de 40 établissements, une enquête par voie postale auprès de dirigeants d'entreprises

et de responsables des comités d'entreprises correspondants, et des entretiens « non-directifs » auprès de travailleurs, d'animateurs culturels, de syndicalistes et de directeurs d'établissements.

Tous les militants qui s'intéressent aux problèmes culturels et tous ceux qui souhaitent connaître de façon précise ce qu'est le rôle actuel et ce que sont les possibilités des comités d'entreprises doivent lire ce numéro de **Correspondance Municipale**. On y trouve en effet de très nombreux et très précieux éléments d'information.

On constate par exemple, au bilan des activités culturelles dans les entreprises, que les

A écouter

● Couperin - Pièces de clavecin du 4^e livre. Des poèmes musicaux, telles apparaissent bien les suites pour clavecin de Couperin dont l'intensité et la subtilité d'expression demeurent sans égales dans la musique de clavier. Les 3 suites contenues dans ce disque comptent parmi les plus achevées et les plus personnelles du musicien : s'il n'échappe pas toujours à l'atmosphère galante du début du XVIII^e siècle, il excelle à tracer de brefs portraits des vieux seigneurs, des petits maîtres ou des courtisanes. Il serait excessif de voir en lui une espèce de St-Simon musical : sa modestie et sa sensibilité lui font généralement dépasser les ridicules et les vices d'une société qu'il considéra toujours d'un air assez désabusé. Couperin est un intimiste et c'est souvent les tourments secrets d'une âme qu'il exprime au-delà des apparences. Claveciniste exceptionnel, il est le seul avant Debussy à avoir ainsi sondé les mystères des hommes et exprimé les moindres frémissements de la nature. Une fois de plus Huguette Dreyfus est

son interprète idéale. (Valois, 1 x 30 cm.)

● Kurt Weill. Symphonies n°s 1 et 2. Kurt Weill n'était pas seulement l'auteur doué de chansons pour cabarets de la rive gauche, ni le compositeur de mélodies sirupeuses pour night-clubs américains. Il fut aussi l'élève favori de Busoni et sa collaboration avec Brecht pour Mahagonny et l'opéra de Quat-Sous se situa à un haut niveau musical. Avec ses 2 symphonies enregistrées pour la première fois nous découvrons un auteur plus traditionnel, mais d'une réelle personnalité. La première, écrite à 21 ans, perdue, puis retrouvée 7 ans après la mort du compositeur est une œuvre vigoureuse où le talent dramatique de Weill apparaît dans la science des contrastes et l'efficacité rythmique. Moins brouillonne, plus classique de structure, la seconde, postérieure à 12 ans, fait transparaître le goût de l'auteur pour les rengaines populaires. Elle possède une vitalité et une verdeur de timbres qui l'apparentent à Prokofiev et à Malher. (Pathé Marconi, 1 x 30 cm.)

B. S.

Les travailleurs en lutte

Philippe Nazaire

L'Alsace ? A quoi bon s'en occuper, ils sont tous gaullistes ! Et pourtant Michel Rocard rassemblait il y a une quinzaine de jours plus de 600 personnes pour un meeting et provoquait de nombreuses adhésions. Mais surtout, la lutte des travailleurs alsaciens ces dernières semaines vient de faire la preuve qu'un combat pour le socialisme est possible là comme partout ailleurs.

Peu liés aux consignes de trêve sociale pendant la période des élections données par le P.C., qui n'obtient en Alsace que 6 % des voix, les travailleurs ont mené pendant cette campagne électorale la grève la plus dure et la plus combative depuis de longs mois, celle de Citroën-Mulhouse dont « T.S. » a parlé et qui s'est terminée par une victoire des travailleurs : augmentation des salaires et des primes. Mais cependant rien ne fut acquis pour éliminer la discipline policière du travail, aucun contrôle sur les conditions de travail et l'embauche, encore soumise à enquête flicarde, ne fut imposé. Pendant cette campagne électorale également, les camarades de la Compagnie des Transports Strasbourgeois (C.T.S.) continuaient à faire grève un jour par semaine, action qui était engagée depuis le mois de mars.

Les grévistes de la CTS font de la politique

Les travailleurs de la C.T.S. revendiquaient une réduction de la durée du travail de 2 h 30 et un salaire égal à celui des municipaux. Leur patron : pour 25 % le département (A. Bord, secrétaire d'Etat), 52 % la mairie Pflimlin, l'opportuno-centriste de l'Alsace) et 3 % les actionnaires privés que l'on retrouve à la Chambre de commerce et dans les conseils d'administration des banques, mais aussi dans celui de la société privée de cars Astra qui fait réparer ses véhicules à la C.T.S., réalise les opérations rentables de transport sans partager les servitudes d'un service public et en un mot fait ses bénéfices sur le dos de la C.T.S. en déficit.

En février, les travailleurs demandent une augmentation de salaire correspondant à l'élévation du coût de la vie. Réponse de la direction : le troisième palier des augmentations décidées en juin 68 et prévues pour début 69 vaut comme une augmentation pour cette année : il n'y en aura pas d'autres ! La réplique des travailleurs est unanime : la grève. Elle aura lieu un jour par semaine jusqu'à satisfaction du cahier de revendications. Depuis, la grève s'enlisait avec la complicité de la presse qui n'en pipait mot, au grand soulagement des bourgeois

de la mairie. Mais si les affaires de la bourgeoisie peuvent pourrir, celles du prolétariat s'amplifient avec le temps.

Une commission de conciliation, le matin même de la visite de Rocard à Strasbourg, était arrivée à proposer une solution d'accord entre la direction et les syndicats. Au début de l'après-midi, la direction refusa d'entériner ces solutions. Il faudra 1 h 30 aux chauffeurs de bus pour se faire passer à travers la ville les dernières nouvelles et la consigne de rentrer au dépôt. A 17 h le dépôt et les bureaux sont occupés. Le directeur et ses adjoints sont séquestrés. La préfecture s'affole, envoie ses flics et ses mouchards. Le préfet appelle le directeur. Pour sortir et s'engouffrer dans la voiture des R.G., le directeur aura besoin de l'aide de la police. Courtes bagarres : trois blessés dont un policier. (Ses confrères en emmenant le patron lui ont passé sur la jambe !) La grève illimitée est décidée.

En revenant de la préfecture, le directeur soupire : « La solution n'est pas du côté de la direction, elle est ailleurs. » Les travailleurs avaient compris. La victoire, il fallait l'imposer à la mairie.

Dès le soir de l'occupation de la C.T.S., à la fin du meeting de Michel Rocard, l'idée d'un comité de soutien des usagers aux grévistes est lancée. Il va mobiliser pendant trois jours des propriétaires de voitures qui sous prétexte d'assurer un transport bénévole expliqueront les raisons de la grève de la C.T.S. Il va distribuer des tracts, coller des affiches. Une réunion commune rassemble le comité et les délégués syndicaux de la C.T.S.

Un arbitre est choisi d'un commun accord entre les syndicats et la direction : le maire Pflimlin qui reçoit la direction, les syndicats et l'arbitre a tous les atouts en main. Rarement l'alliance du patronat (les cars Astra) et de la mairie n'était apparue avec autant de force. Une solution est trouvée qui donne satisfaction aux travailleurs de la C.T.S. sur la majorité des points. Les journées de grève seront payées.

Mais lors du vote de la reprise du travail, une minorité de jeunes et de moins jeunes, consciente qu'elle aurait pu conquérir davantage et avec plus de garantie, veut continuer le combat. La majorité décide de reprendre le travail, mais la démocratie ouvrière n'en sort pas raffermie : les opposants n'ont pas pu s'expliquer suffisamment et dire qu'accepter des augmentations de salaires par palier c'était accepter un handicap quand l'année prochaine il s'agirait de présenter à nouveau un cahier de revendications. Jusqu'en 1970, la di-

rection a planifié ses largesses. Qu'on ne lui demande rien d'autre jusqu'à cette date ! C'est ce que les opposants à la reprise du travail craignent.

L'Etat patron a peur

Le jour même où les travailleurs de la C.T.S. occupaient le dépôt des bus, les cheminots du réseau Est de la S.N.C.F. annonçaient qu'ils feraient grève une journée. Depuis les accords de juin 68 diminuant la durée de travail, la S.N.C.F. aurait dû embaucher des employés pour compenser. En réalité, la politique d'embauche se trouve très insuffisante et les syndicats chiffrent à près de 500 le nombre de jeunes qu'il faudrait embaucher pour les former rien que dans les services d'exploitation. Comme dans l'Est il y a surenchère pour la main-d'œuvre, comme la S.N.C.F. paie mal et offre des conditions de travail et un avenir peu attrayants pour les jeunes, comme les entreprises allemandes et suisses ramassent chaque jour par cars entiers près de 30.000 personnes sur les trois départements couverts par le réseau Est de la S.N.C.F., l'embauche se heurte à de graves difficultés. Les repos compensatoires en journée sont réduits au minimum légal, les congés allongés reportés par des trasseries administratives ; les équipes incomplètes doivent faire le même travail en moins de temps qu'avant. Bref, la colère des cheminots monte.

La grève que menaient de faire les cheminots fit peur. Elle risquait de s'étendre à tous les réseaux, elle pouvait coïncider avec celle de la C.T.S., elle bloquerait une partie de la sidérurgie lorraine déjà dans une situation sociale tendue. Alors, l'Etat capitula vite, avant que la grève n'eût lieu. Il accorda... que des étudiants fussent embauchés pendant les vacances, que des primes fussent accordées aux cheminots qui viendraient d'une autre région. Des commissions mixtes locales de la S.N.C.F. devront étudier l'aménagement des repos et des congés. Pourquoi les syndicats ont-ils accepté de telles propositions qui ne résolvent rien quant à l'embauche, quant à des garanties de conditions de travail meilleures ?

Les travailleurs d'Alsace viennent de faire la preuve de leur volonté de lutte. Mais ils n'accepteront plus longtemps de composer aussi vite avec un patronat ou un Etat patron qui a si peur des conséquences d'une grève et d'un conflit social. D'autant que les travailleurs sont désormais assurés de la solidarité de larges couches de la population, comme l'a montré le comité de soutien aux grévistes de la C.T.S. □